economiesuisse

→ L'économie suisse 2014 / 2015

Sommaire

L'économie suisse

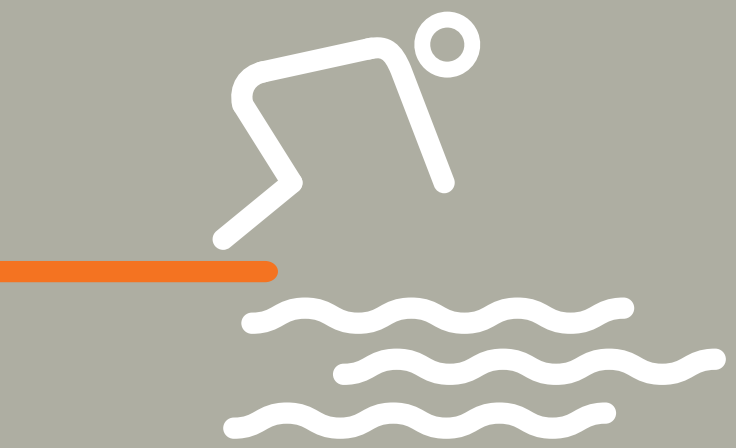
02 Avant-propos
03 Les neuf facteurs de succès
04 Entretien avec Monika Rühl et Heinz Karrer
08 Priorités stratégiques
10 Politique économique générale

Les commissions

14 Économie extérieure
17 Questions de concurrence
18 Réglementation
20 Énergie et environnement
21 Finances et fiscalité
22 Formation et recherche
24 Infrastructures
26 Communication et campagnes

À propos d'economiesuisse

30 À propos d'economiesuisse
32 Composition de l'organisation
34 Membres
38 Comité directeur
40 Comité
42 Commissions et groupes de travail
43 Comité des directeurs d'association et des chefs d'entreprise
44 Direction
46 Contacts nationaux et internationaux
46 Sièges
48 Activités de juillet 2014 à juin 2015



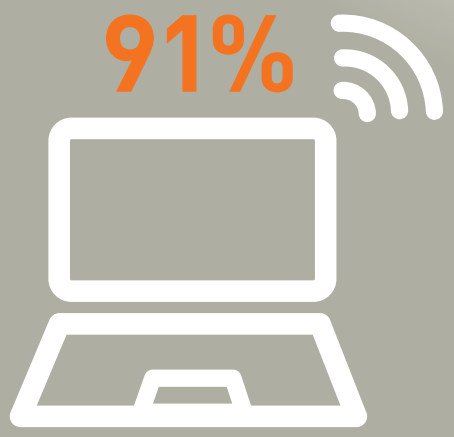
Depuis les années 1970,
la concentration de phosphore des
lacs suisses a fortement diminué.
Aujourd'hui, on peut se baigner dans
tous les lacs et toutes les rivières.

À Zurich, il faut travailler en moyenne
13 minutes pour acheter un Big Mac.
À Paris 16 minutes, à Mexico 48 minutes et
à Delhi 65 minutes.

Sept hautes écoles suisses
figurent parmi les
150 meilleures hautes écoles
à l'échelle mondiale.

L'économie,
c'est nous tous.

En 2013, les 1107
musées suisses ont
comptabilisé plus de
20 millions d'entrées.



Plus de 91% des ménages suisses
possèdent un raccordement
Internet, ce qui place la Suisse
au sixième rang mondial pour
ce qui est de l'accès à large bande.

En 2014, 41 588
entreprises ont été
créées en Suisse.

L'espérance de vie des Suissesses
est de 85 ans en moyenne,
soit 10 ans de plus qu'en 1960.

→ Après les turbulences de ces derniers mois, le moment est venu de s'atteler à des tâches importantes et de prendre des décisions clés. Les entreprises, petites et grandes, comme les personnes qui y travaillent, font face à des défis de taille. Il est d'autant plus important de s'engager jour après jour en faveur de conditions-cadre favorables. **L'économie, la société et la politique avancent main dans la main. Afin que la Suisse demeure prospère et pour notre bien. Car l'économie, c'est nous tous.**

→ Chère lectrice, cher lecteur,

Ces douze derniers mois ont été mouvementés. Il en reste de belles victoires, mais aussi beaucoup d'incertitude. Le franc fort est un défi pour les directions et les collaborateurs des entreprises, des petites comme des grandes. D'autres étapes critiques nous attendent: la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse», et plus généralement l'évolution de notre relation avec l'Europe, la troisième réforme de l'imposition des entreprises et les grandes questions soulevées par la politique énergétique. Nous avons traité ces thèmes prioritaires en profondeur, au sein des commissions concernées et avec nos membres, tout comme d'autres thèmes clés de politique économique. Nous avons mené des enquêtes et des analyses, développé des visions et élaboré des positions, dans le cadre d'un dialogue constant avec différents acteurs de la politique économique et avec la population. Dans les pages qui suivent vous trouverez un aperçu de toutes les commissions, de leurs dossiers d'actualité et des défis à relever dans leur domaine.

Heinz Karrer

Une économie forte et florissante est la base de notre succès. Les nombreuses start-up, entreprises familiales, sociétés traditionnelles et grandes firmes contribuent de manière décisive à la bonne santé actuelle – et future – de la Suisse. Qu'elles soient petites ou grandes, les entreprises ont besoin d'un environnement favorable à leur épanouissement. Si notre économie est robuste c'est grâce aux neuf facteurs de succès sur lesquels elle s'appuie et qui sont au centre des missions d'economiesuisse. Mais cela ne suffit pas. Les entreprises suisses ont aussi besoin de têtes bien faites, de mains habiles et de compétences de pointe. Notre prospérité serait impensable sans les individus qui, avec persévérance, créativité et énergie, contribuent tous les jours à bâtir notre succès commun. C'est pourquoi nous vous en faisons le portrait dans ce rapport annuel. Ils représentent les près de deux millions d'hommes et de femmes qui travaillent dans les entreprises suisses. Ils incarnent également notre organisation, les membres de son Comité, nos quelque 70 collaborateurs dans les différents bureaux, notre directrice ou moi. Par leur engagement sans relâche, les milieux économiques apportent une contribution de taille au bien-être de la société.

L'année écoulée a aussi été marquée par des votations remportées sur des thèmes de politique économique. Des résultats électoraux clairs, comme le refus net de l'initiative Ecopop et de celle visant à remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie ou d'un impôt national sur les successions, montrent le grand pragmatisme de la population. Cette réalité me donne confiance pour l'avenir. Notre petit pays est à même de relever les défis à venir. Chez economiesuisse, nous continuerons de nous engager de manière responsable pour construire l'avenir de l'économie et des individus en Suisse.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Zurich, août 2015

HEINZ KARRER
Président d'economiesuisse

Les neuf facteurs de succès

Pour faire pousser une plante, il faut un terreau fertile, de l'eau et suffisamment de soleil. Notre économie a, elle aussi, besoin d'un environnement de qualité. Quand toutes les conditions sont réunies, les rouages s'imbriquent parfaitement, le moteur tourne et la Suisse bouge.

→ Entretien avec Monika Rühl et Heinz Karrer:

« Nous devons être davantage à l'écoute »

HEINZ KARRER ET MONIKA RÜHL RÉPONDENT AUX QUESTIONS D'ANNIKA BANGERTER ET DE BASTIAN HEINIGER, DEUX ÉTUDIANTS DE LA MAZ, L'ÉCOLE DE JOURNALISME DE LUCERNE.

HEINZ KARRER
Président d'economiesuisse

M. Karrer et Mme Rühl, vous dirigez economiesuisse ensemble depuis un an. Qui décide en coulisses ?

Heinz Karrer: En tant que directrice, Monika Rühl est à la tête des activités opérationnelles et moi, en tant que président, je m'occupe des décisions stratégiques. Pour ce qui est des activités de communication, comme les discussions avec les médias et la participation à des podiums, nous les effectuons tous les deux. Ainsi, nous sommes plus présents sur le terrain.

Monika Rühl: Nous ne décidons pas qui fait quoi en coulisses ou sur le devant de la scène, mais ce qui est d'ordre stratégique ou opérationnel. Bien sûr, il n'est pas toujours facile de trancher. Aussi est-il important que nous discutions régulièrement et nous mettions d'accord. Nous nous voyons tous les quinze jours pour une discussion approfondie. Dans l'intervalle, nous utilisons les moyens de communication électroniques.

Que se passe-t-il quand vous n'êtes pas du même avis ?

M. Rühl: Notre savoir-faire et notre expérience respectifs se complètent idéalement. Heinz Karrer a l'expérience du monde économique et moi je connais bien l'administration et les milieux politiques. Quand nous discutons, chacun peut mettre à profit ses forces. Nous trouvons de bonnes solutions ainsi.

H. Karrer: Cela explique aussi que nous n'ayons pas eu de divergence d'opinion fondamentale jusqu'à présent. Dans nos discussions, nous élaborons une position commune sur les sujets, mais aussi sur la manière d'aborder une question.

La relation entre les milieux économiques et la population n'est pas aussi harmonieuse que la vôtre. L'initiative contre les rémunérations abusives et celle contre l'immigration de masse ont révélé une fracture ces dernières années.

M. Rühl: Je l'avais déjà constaté quand je travaillais encore à Berne. La compréhension mutuelle n'est pas non plus toujours parfaite entre les milieux économiques et politiques. Les acteurs économiques ne comprennent souvent pas comment la politique fonctionne – et inversement. Nous ne devons pas laisser ces milieux se distancier davantage.

Comment comptez-vous l'éviter ?

M. Rühl: Nous avons lancé un programme baptisé « Économie et société ». Dans ce cadre, nous souhaitons expliquer comment l'économie fonctionne, quels sont ses besoins et les conditions-cadre nécessaires. Nous devons aussi être davantage à l'écoute – des acteurs politiques, mais surtout de la population. Ainsi seulement serons-nous en mesure de mieux cerner leurs préoccupations et leurs craintes.

Beaucoup de gens sont irrités par les rémunérations élevées des managers. Quand ces rémunérations seront-elles enfin revues à la baisse ?

H. Karrer: Les revenus extrêmes qui ont fait débat par le passé et qui n'étaient plus en accord avec l'évolution des entreprises n'ont plus cours. Le transfert de compétences en faveur des actionnaires y a contribué. Et d'une manière générale, les revenus sont répartis de manière plus équilibrée en Suisse qu'en France ou en Allemagne.

M. Rühl: Dans le cadre du programme « Économie et société », nous travaillons en collaboration avec des ambassadeurs de l'économie notamment. Il s'agit de personnalités triées sur le volet et ancrées au niveau régional. Des patrons, dans le sens traditionnel et positif du terme, qui se soucient de leurs employés. Il est important de mettre à nouveau en avant le côté humain des entreprises. Ainsi, nous pourrons montrer la grande diversité de l'économie et démontrer que les rémunérations dont il a été question par le passé étaient des cas isolés.

La population n'a probablement pas de problème avec les patrons bien ancrés dans le terreau régional. Les entreprises ont par contre fait venir davantage de CEO étrangers ces dernières années, qui n'ont pas ces racines et qui repartent après quelques années.

H. Karrer: On observe effectivement une telle évolution. Nous nous efforçons de sensibiliser ces cadres étrangers et de les convaincre de participer au moins indirectement aux discussions sur la politique économique en Suisse. Notre démocratie directe est unique: elle reste d'une grande modernité même si elle a une longue tradition. Il existe des moyens de participation et de codécision – si on le veut bien.

Le franc fort met le pays en émoi. Quel est le danger réellement encouru par l'économie ?

H. Karrer: Un très grand nombre d'entreprises sont confrontées à des défis de taille. Des investissements sont gelés, des sites de production fermés, parfois pour être délocalisés à l'étranger, et certaines activités spécifiques sont abandonnées ou aussi délocalisées à l'étranger. Les entreprises internationales investissent de plus en plus hors de Suisse. À cela s'ajoute l'intérêt nettement moindre des entreprises étrangères pour la place économique suisse. Ce qui nous inquiète le plus, c'est que nous ne sommes qu'au début de ce processus. Nous devons nous attendre à la disparition d'un grand nombre d'emplois en Suisse – essentiellement dans l'industrie. Une fois que des emplois auront été transférés à l'étranger, il ne sera guère possible de les faire revenir.

Qu'est-ce qui soulagerait les entreprises suisses dans cette situation ?

M. Rühl: Nous ne voulons pas d'un programme d'impulsion étatique. Ces programmes ne servent à rien. Le problème des entreprises, ce sont les coûts. Du point de vue économique, il n'y a qu'un chemin: renoncer à des réglementations qui font augmenter les coûts. Il y a, d'une part, des réglementations en vigueur dont la pertinence doit être remise en question. Cependant, il y a surtout, d'autre part, des projets de nouvelles réglementations.

Vous disiez que nous sommes au début d'une phase difficile qui durera un certain temps. Cela signifie-t-il qu'il faut renoncer à toute réglementation ces dix prochaines années ?

H. Karrer: Pas du tout. Mais les réglementations doivent être judicieuses, elles doivent tenir compte de la situation internationale et résister à une analyse coût-utilité. Prenons les services financiers, par exemple. Nous sommes d'accord qu'une réglementation est nécessaire en ce qui concerne la stabilisation financière ou la dotation en fonds propres. En raison du renchérissement supplémentaire dû au franc fort, nous devons toujours nous demander si une réglementation supplémentaire ne détériore pas davantage les conditions-cadre économiques en comparaison internationale.

La Banque centrale européenne (BCE) injecte chaque mois 60 milliards d'euros sur le marché pour relancer la croissance économique. Pourra-t-on jamais amortir ces dettes ?

H. Karrer: Si les mesures de la BCE parviennent à relancer l'économie et que celle-ci crée une valeur ajoutée, la stratégie aura fonctionné. Alors les dettes pourront aussi être remboursées. À l'heure actuelle, une lueur d'espoir pointe à l'horizon pour quelques indicateurs conjoncturels. Nous craignons toutefois que le chemin soit encore long et surtout difficile jusqu'à ce que l'Europe renoue avec une croissance durable.

M. Rühl: À cela s'ajoute que les prix du pétrole sont bas, ce qui a aussi pour effet de stimuler la croissance économique. Mais ces prix remonteront probablement, faisant disparaître l'effet stimulant. Un autre élément à prendre en considération est que l'euro restera faible aussi longtemps que le programme de la BCE sera en place. C'est avantageux pour les exportateurs européens, dont les produits sont moins chers. Mais cela nous pose problème en Suisse, car un euro faible implique un franc fort.

« Les situations difficiles renferment toujours aussi des chances »

HEINZ KARRER
Président d'economiesuisse

« Nous ne voulons pas d'un programme d'impulsion étatique »

MONIKA RÜHL
Directrice d'economiesuisse

Cela ressemble à une forte dépendance. Y a-t-il des alternatives ?

M. Rühl: Je pars du principe que l'UE demeurera notre principal partenaire commercial également à moyen terme. Les États-Unis sont notre deuxième partenaire commercial le plus important. Si l'UE et les États-Unis concluent un accord, il serait extrêmement important que la Suisse puisse y adhérer. Nous avons déjà signé des accords de libre-échange avec le Japon et la Chine. Les accords de ce type renforcent nos exportations. Aujourd'hui, nous voyons que les entreprises qui dépendent des exportations vers l'UE souffrent nettement plus que celles qui exportent à l'échelle mondiale.

H. Karrer: Parler de dépendance serait trop négatif. Formulons la chose de manière positive: c'est un immense avantage de se trouver dans l'espace économique européen et de bénéficier d'un accès non discriminatoire au marché intérieur de l'UE. Quelque 55 % des exportations suisses sont destinées à des pays de l'UE. Quand l'UE connaît des difficultés, nous avons du mal à écouler nos produits et la dépréciation de l'euro intensifie la concurrence sur d'autres marchés. Ce partenariat est crucial. C'est pour cette raison que les discussions sur le maintien des accords bilatéraux revêtent une telle importance.

La situation est difficile pour de nombreuses entreprises suisses. Mais le franc fort est-il aussi utilisé comme prétexte pour rationaliser et délocaliser des activités ?

M. Rühl: Les entreprises de notre pays sont fières d'être suisses ! Elles souhaitent rester ici. Actuellement pourtant, trop de questions ouvertes rendent notre place économique vulnérable: le franc fort, la fiscalité des entreprises, les relations avec l'UE, l'approvisionnement énergétique et la prévoyance vieillesse. Nos conditions-cadre sont sous pression.

Pour ce faire, les milieux politiques et économiques devraient à nouveau se rapprocher – c'est un de vos objectifs prioritaires.

M. Rühl: Oui, on peut aussi voir la situation de manière positive. Nous avons la possibilité de revoir nos conditions-cadre. Notre objectif n'est pas seulement que les entreprises soient fortes en Suisse, mais aussi que la place économique soit forte.

H. Karrer: Les situations difficiles renferment toujours aussi des chances. À nous de les identifier et de les saisir. Nous devons encourager le dialogue entre les milieux économiques et politiques. Nous devons renforcer davantage la formation et l'innovation. Sur le plan politique, nous devons parvenir à une réforme de la fiscalité des entreprises susceptible de réunir une majorité de voix et surtout maintenir les accords bilatéraux. Nous avons du pain sur la planche et la volonté de relever le défi.

Accès à l'interview complète
www.economiesuisse.ch/interview

→ Nous avons défini ces thèmes clés

L'économie, c'est nous tous.

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

La compréhension mutuelle des milieux économiques, de la société et des milieux politiques est décisive pour le succès de la Suisse. economiesuisse a lancé plusieurs projets pour soutenir un dialogue ouvert, assumer ses responsabilités et s'engager en faveur de la collectivité. Afin que nous préservions ensemble notre succès.

POLITIQUE EUROPÉENNE

Accéder facilement au marché intérieur européen est décisif pour les entreprises suisses et notre prospérité. C'est pourquoi economiesuisse s'engage en faveur d'une politique européenne constructive. Pour une Suisse ouverte et souveraine, promise à un bel avenir.

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Le Conseil fédéral et le Parlement souhaitent déplacer les jalons de la politique énergétique. Celle-ci doit à présent être conçue de manière plus favorable aux entreprises. economiesuisse s'engage afin que ces dernières disposent d'un approvisionnement électrique sûr et compétitif à l'avenir.

RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES III

La place fiscale suisse doit évoluer. Une réforme de l'imposition des entreprises ciblée permettrait de préserver son attrait. economiesuisse s'engage afin que la Suisse reste parmi les sites les plus prisés par les entreprises à vocation internationale. Pour le bien de l'économie, de l'État et de nous tous.

→ Nos thèmes prioritaires 2015 / 2016

LA PERSISTANCE DU FRANC FORT CONTINUERA DE PRÉOCCUPER NOS ENTREPRISES CES PROCHAINS MOIS. DANS CES CONDITIONS, IL EST D'AUTANT PLUS IMPORTANT DE S'ENGAGER EN FAVEUR DE BONNES CONDITIONS-CADRE AFIN QUE LA PLACE ÉCONOMIQUE RESTE ATTRACTIVE. ECONOMIESUISSE S'ENGAGE INTENSIVEMENT DANS CE SENS AU QUOTIDIEN, TANT AU SEIN DE L'ASSOCIATION QUE DE SES COMMISSIONS. LES THÈMES CI-APRÈS SONT PRIORITAIRES :

→ POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE
- Compréhension de la croissance
- La qualité dans le système de santé
- Pénurie de main-d'œuvre spécialisée
- Initiatives populaires relatives à la politique agricole
- Conjoncture

→ ÉCONOMIE EXTÉRIEURE
- Accord UE-États-Unis (TTIP)
- Matières premières
- Intérêt national et droit international

→ CONCURRENCE
- Droit des sociétés
- Réglementation des marchés financiers
- Aménagement du territoire
- Propriété intellectuelle et protection des données

→ ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT
- « Économie verte »

→ FINANCES ET FISCALITÉ
- Politique financière
- Prévoyance vieillesse
- Attrait de la place économique

→ FORMATION ET RECHERCHE
- Approfondissement des lignes directrices relatives au Plan d'études 21
- Politique relative aux hautes écoles
- Hostilité à la technique

→ INFRASTRUCTURES
- Politique des transports concernant la route
- Transport de marchandises

Influence des facteurs de succès sur les thèmes prioritaires :

	POLITIQUE EUROPÉENNE	POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE	RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES III
Stabilité macroéconomique	○		○
Une économie de marché performante	◎	○	○
Liberté d'entreprendre	○	○	○
Accès direct aux marchés mondiaux	◎	○	
Un système éducatif et une recherche de pointe	◎		○
Des politiques financière et fiscale compétitives			◎
Des infrastructures performantes	○	◎	
Des marchés de l'emploi libres et ouverts	◎		
Un approvisionnement en énergie sûr et compétitif et une protection efficace de l'environnement	○	◎	

○ Pertinence des facteurs de succès

→ Sous le signe du franc fort : L'envol de la monnaie nationale force les entreprises suisses à devenir encore plus efficaces, plus avantageuses et plus innovantes

Un abandon lourd de conséquences

L'économie suisse n'oubliera pas de sitôt le 15 janvier 2015, date à laquelle la Banque nationale a abandonné le taux plancher de l'euro. Cette annonce surprise a complètement changé la donne pour de nombreuses entreprises. L'appréciation rapide et soutenue du franc a surtout touché l'industrie d'exportation, mais aussi ses fournisseurs ainsi que les branches de service comme l'hôtellerie et le secteur financier. La nouvelle situation force de nombreuses entreprises à prendre des mesures drastiques pour baisser les coûts. Étant donné que délocaliser des sites de production à l'étranger n'est souvent ni possible ni utile, la plupart s'emploient à baisser les coûts ou à augmenter la productivité en Suisse. Parfois, cela nécessite de supprimer des emplois. Au terme du premier trimestre 2015, le taux de chômage affichait 3,4 %, soit guère plus qu'à la même période en 2014. Mais la tendance est à la hausse. De nombreuses entreprises ont en effet redoublé de circonspection en matière de nouvelles embauches. En même temps, la pression à investir avec succès dans l'innovation augmente. Le franc fort confirme ce que l'on savait déjà: il faut une stratégie claire de qualité et d'innovation pour réussir à long terme sur la place économique suisse.

« Le franc fort ne justifie pas que l'on remette en question l'indépendance de la Banque nationale »

RUDOLF MINSCH
Chef économiste d'economiesuisse

Il y a toutefois une lueur d'espoir pour l'industrie d'exportation. Les pays de destination sont nombreux à se redresser peu à peu après des années de crise économique, à l'instar de l'Allemagne, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, mais aussi de l'Italie ou de l'Espagne qui ont longtemps fait figure de derniers de la classe. La demande existe donc – pour une offre à prix compétitif – d'autant que des marchés comme la Chine ou l'Inde poursuivent leur croissance soutenue.

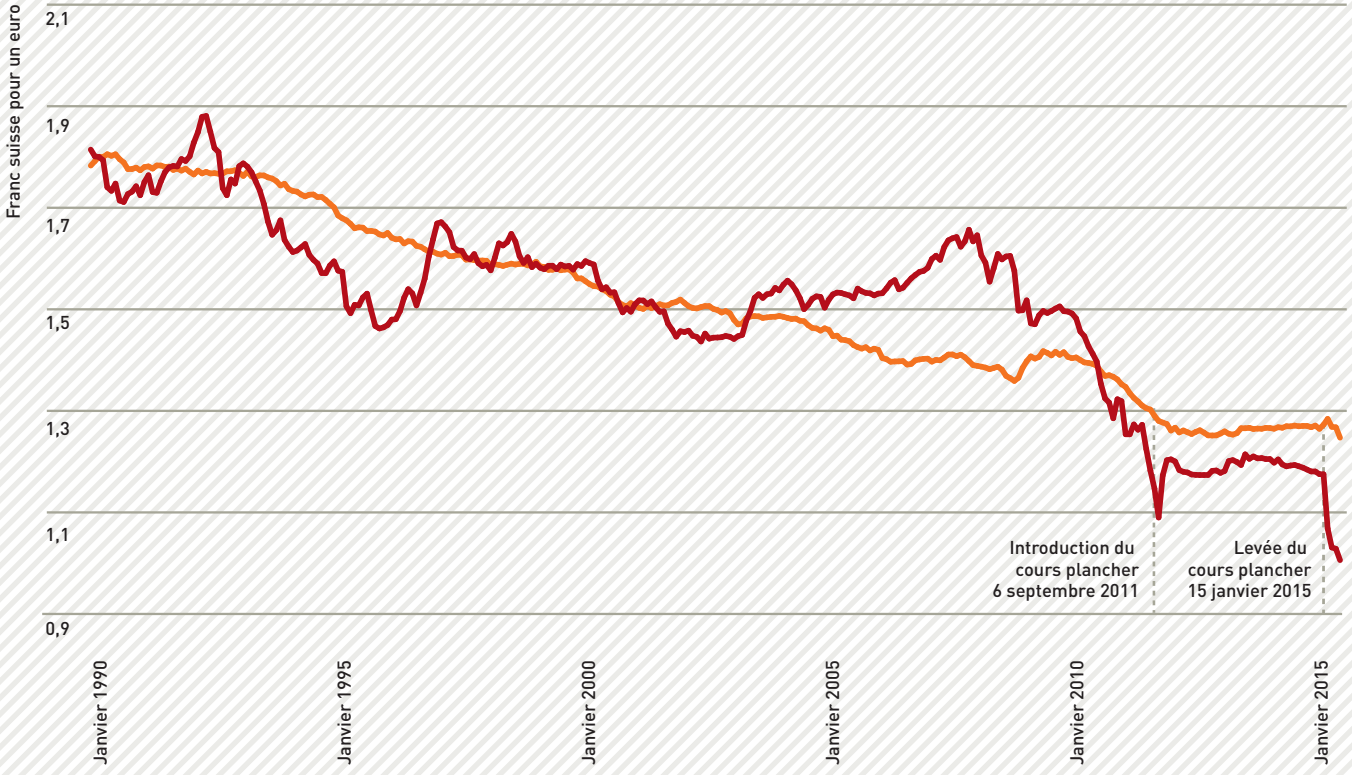
Pas de récession malgré la force du franc

De nombreuses entreprises orientées vers le marché national ont également subi la pression sur les prix, notamment les fabricants de produits semi-finis, les producteurs d'énergie, les entreprises de nettoyage ou encore l'industrie publicitaire. En parallèle, l'euphorie de la construction est clairement sur le déclin: d'une part, en réaction au moratoire de fait sur les zones à bâtir et à l'initiative sur les résidences secondaires, de l'autre, à cause du nouveau contexte et des investissements en baisse dans les constructions industrielles et les appartements en propriété. Mais tout nuage n'enfante pas une tempête et, dans l'ensemble, le marché intérieur se montre résistant, aussi parce que les salaires réels ont à nouveau progressé, de 0,7 % en moyenne en 2014. Par ailleurs, la suppression du taux plancher a fait baisser le prix de nombreux produits et ainsi renforcé encore le pouvoir d'achat.

Intérêts négatifs: un remède aux effets secondaires indésirables

Depuis fin 2014, la Banque nationale mise sur les intérêts négatifs pour amenuiser la pression sur le franc sans recourir à des achats de devises massifs. Les effets de ce remède sont toutefois controversés. S'il peut certes dissuader certains investisseurs étrangers de placer leur fortune en

→ Franc suisse : nettement surévalué depuis cinq ans



franc suisse, il diminue aussi le rendement des actifs pour les Suisses, les entreprises nationales, les caisses de pension et les assurances-vie. Les banques sont encore plus fortement touchées, voyant leur création de valeur par voie de crédits diminuer et leur gestion du patrimoine perdre son attrait pour les clients étrangers.

Perspectives pleines d'incertitudes

Les conséquences directes et indirectes du franc fort affaibliront sensiblement l'évolution conjoncturelle de la Suisse en 2015 et 2016. Le franc risque par ailleurs de s'apprécier encore, notamment parce que le programme de rachat d'obligations de la Banque centrale européenne (BCE) maintient l'euro à un niveau artificiellement bas.

À cela s'ajoute l'incertitude des futures relations entre la Suisse et l'Union européenne. Pour les entreprises suisses, cela rend la planification des mois à venir très difficile. Les représentants politiques et diplomatiques sont appelés à clarifier sans délai les positions car, dans la situation actuelle, tout nouvel accord est impossible. Les solutions provisoires telles que l'association partielle au programme «Horizon 2020» ne sont qu'un pis-aller.

13

L'économie suisse a connu 13 trimestres de croissance ininterrompue. Au 1er trimestre 2015, le produit intérieur brut s'est contracté pour la première fois depuis la grande crise financière.

Plus d'informations sur ce thème
www.economiesuisse.ch/politique-economique-generale

DES MARCHÉS DE L'EMPLOI LIBRES ET OUVERTS

Esslinger AG et Barizzi AG, deux entreprises de construction zurichoises, emploient des personnes de diverses nationalités: la plupart sont en Suisse depuis longtemps et bien intégrées. La flexibilité est de rigueur pour les nombreux services de garde. Cela vaut aussi pour le marché du travail. Deux choses sont indispensables pour que ces sociétés familiales puissent maintenir les emplois à long terme: peu de bureaucratie et un accès aisé à la main-d'œuvre dont elles ont besoin.

« Je suis souvent à l'extérieur avec mes équipes et je me sens chez moi sur les chantiers. J'aimerais que cela reste ainsi. C'est pourquoi il est important, à mes yeux, de limiter les interventions étatiques et la bureaucratie. »

DANIELA SPUHLER-HOFFMANN
Propriétaire et directrice d'Esslinger AG et de Barizzi AG, Schlieren

Économie extérieure

DANS LE CONTEXTE DU FRANC FORT, LA QUESTION DE L'AVENIR DE NOS RELATIONS AVEC L'EUROPE REVÊT UNE IMPORTANCE CAPITALE POUR LES ENTREPRISES EXPORTATRICES. PARALLÈLEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DENSE D'ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE REPRÉSENTE ÉGALEMENT UNE PRIORITÉ EN CE MOMENT.

Mettre la politique européenne sur la bonne voie

Depuis le 9 février 2014, les membres de la Commission Économie extérieure travaillent intensément sur les défis à relever dans le cadre de la voie bilatérale. Le verdict populaire clair contre l'initiative Ecopop en novembre 2014 permet de se positionner fermement en faveur de la recherche de solutions compatibles avec la poursuite de la voie bilatérale. La consultation sur le projet du Conseil fédéral en vue de la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse», en mai 2015, a constitué une étape importante. À cette occasion, les milieux économiques ont soutenu d'une seule voix une clause de sauvegarde et ont clairement fait savoir qu'ils attendaient du Conseil fédéral la prise en compte de leurs besoins. Ils ont par ailleurs décidé de faire campagne, afin de montrer la signification de la voie bilatérale pour la Suisse. Les efforts déployés contribueront à fédérer les forces en faveur d'une politique européenne constructive. Cela dit, Bruxelles émet toujours des signaux négatifs. Au-delà des refus fermes d'ouvrir des négociations sur la libre circulation des personnes, l'UE a suspendu définitivement la conclusion de l'accord sur l'électricité en avril. Or le temps presse parce que, selon la Constitution, nous devons avoir mis en place une solution pour la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse» d'ici à 2017 et que la solution transitoire concernant «Horizon 2020» s'éteint à la fin 2016. Une Suisse sans accès sûr au marché intérieur européen est inconcevable pour l'économie. Le maintien et le développement des accords bilatéraux représentent donc une priorité absolue.

Consolider les relations internationales

Depuis juillet 2014, quatre accords de libre-échange sont entrés en vigueur: Suisse/Chine, AELE/GCC (Conseil de coopération du Golfe arabique), AELE/États d'Amérique centrale et AELE/Bosnie-Herzégovine. La Commission discute des opportunités et défis inhérents à leur application. Les négociations entre l'UE et les États-Unis en vue de la conclusion du traité de libre-échange transatlantique (TTIP) l'occupent aussi. Dans ce cadre, il est important pour les entreprises ayant des partenaires à l'échelle internationale de ne pas être discriminées en cas de conclusion de l'accord et de pouvoir profiter de l'espace économique le plus grand du monde.

COMMISSION ÉCONOMIE EXTÉRIEURE Ses membres sont des experts des nombreux thèmes de politique économique extérieure. Ils représentent quelque 30 000 entreprises exportatrices suisses, toutes branches confondues, ainsi que les investisseurs directs suisses. En collaboration avec les instances fédérales et les partenaires internationaux concernés, la commission élabore des propositions pour maintenir la compétitivité d'une économie à vocation internationale. Bernard Rüeger, qui a présidé la commission avec aisance ces dernières années, a passé le témoin à Christoph Lindenmeyer. Certaines questions sont également discutées dans les groupes de travail «Greco», «Douane et règles d'origine» et au sein du nouveau groupe de coordination dédié aux matières premières. La représentativité de la commission est décisive pour la crédibilité des milieux économiques sur les questions de politique extérieure.

Coordonner la branche des matières premières

La branche suisse des matières premières gagne en importance: le négoce des matières premières génère déjà 3,4 % du PIB de la Suisse et les entreprises concernées représentent 10 500 emplois. Forte de ce constat, economiesuisse a constitué, en 2014, un groupe de coordination dédié à la politique relative aux matières premières, dans le cadre duquel des acteurs concernés discutent régulièrement et se coordonnent.

562

Les investissements directs réalisés par l'UE en Suisse s'élèvent à 562 milliards de francs.

Plus d'informations sur ce thème
www.economiesuisse.ch/economie-exterieure

Si vous avez des questions sur l'accord de libre-échange avec la Chine n'hésitez pas à écrire à pme@economiesuisse.ch.

ACCÈS DIRECT AUX MARCHÉS MONDIAUX

Les instruments de précision d'Urma AG sont demandés dans le monde entier: la part des exportations atteint jusqu'à 90 %. À Rupperswil, l'entreprise fabrique des pièces spéciales au moyen des technologies de haute précision et les livre pour ainsi dire à la minute près. L'accès aisé aux clients à l'étranger est décisif pour le succès.

« Les nouvelles technologies sont importantes pour subsister à long terme face à la concurrence internationale. Nous investissons par exemple dans la robotique. »

URS W. BERNER
Chief executive officer d'Urma AG, Rupperswil

UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ PERFORMANTE

Les conditions-cadre de l'économie de marché sont essentielles pour l'innovation, la maîtrise des coûts et la meilleure qualité possible. Lorsque la concurrence fonctionne, tout le monde en profite, patients inclus.

« Un environnement compétitif engendre une meilleure qualité et des coûts plus faibles »

DR OLE WIESINGER
Chief executive officer du Groupe de cliniques privées Hirslanden, Zurich

Concurrence

LES ENTREPRISES SUISSES ONT PLUS QUE JAMAIS BESOIN DES MEILLEURES CONDITIONS-CADRE POUR ÊTRE COMPÉTITIVES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE. LA RÉVISION DU DROIT DES CARTELS, LE PROJET «SWISSNESS» ET LA LUTTE CONTRE LES ENTRAVES AU COMMERCE JOUENT UN RÔLE IMPORTANT À CET ÉGARD.

L'économie suspendue à l'évolution du droit des cartels

Au cours de l'année écoulée, le thème principal traité au sein de la Commission des questions de concurrence a été la révision du droit des cartels. Les conséquences de la révision et des procédures correctes figurent au premier plan pour les milieux économiques. La décision du Parlement d'introduire des obligations de livraison, indépendamment de la position de l'entreprise sur le marché, était particulièrement problématique. Cette mesure déplacée sous l'angle politique a pu être évitée dans la mesure où le Conseil national a refusé d'entrer en matière sur ce projet déséquilibré. La protection juridique des entreprises était au centre du nouvel accord conclu entre la Suisse et l'UE sur la collaboration dans le domaine des cartels. Les milieux économiques ont obtenu l'ajout d'une obligation d'informer pour les instances concernées. L'«Alliance contre les obstacles au commerce», un groupe composé de producteurs, de commerçants et de consommateurs, lutte contre les obstacles aux frontières et les facteurs entravant les importations parallèles. La publication «État et concurrence» (disponible en allemand et résumée dans un dossierpolitique en français) a permis de poser un cadre de référence dans le domaine de la concurrence. Elle illustre d'une manière nouvelle et parlante la très forte influence de l'État sur l'économie.

L'engagement quotidien en faveur d'une concurrence accrue reste nécessaire

Dans un contexte monétaire difficile, il est encore plus important de barrer la route à des réglementations qui cloisonnent le marché et menacent inutilement la compétitivité des entreprises. Ainsi, un nouvel affaiblissement du principe du Cassis de Dijon augmenterait davantage le niveau des coûts en Suisse.
Le droit des cartels restera d'actualité ces prochains mois. Après l'abandon de la dernière révision, le Parlement et quelques milieux hostiles à l'économie tentent déjà d'introduire dans la loi des obligations de livraison pour des acteurs du marché ne disposant pas de position dominante. Ce serait une erreur. Il demeure important d'éviter l'introduction dans cette loi d'éléments néfastes pour l'économie dans son ensemble. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, il s'agit toujours d'accompagner de manière constructive la mise en œuvre du projet «Swissness» adopté par le Parlement. Plusieurs branches ont besoin de sécurité juridique rapidement. Cela dit, les exigences doivent être praticables, sans quoi la réglementation sera contre-productive. À cet égard, des modifications s'imposent encore dans le domaine des denrées alimentaires. Un autre sujet dont s'occupe la commission est la révision de la loi sur les marchés publics (LMP): il est question de créer un cadre favorable à l'économie.

COMMISSION DES QUESTIONS DE CONCURRENCE La commission s'engage en faveur d'une économie de marché libre et d'une concurrence efficace. L'objectif est de définir des règles claires fixant un cadre dans lequel les entreprises peuvent se développer. Le groupe d'experts sur le droit de la propriété intellectuelle s'occupe de questions spécifiques dans ce domaine. Le travail de la commission intègre des contributions d'organisations partenaires en Suisse et à l'étranger. C'est un point décisif, car d'importantes conditions-cadre sont définies au niveau international et non pas national, et nombreuses sont celles ayant des répercussions par-delà les frontières. C'est pourquoi la collaboration au sein d'ICC, du BIAC et de BUSINESSEUROPE est également cruciale. La commission échange régulièrement avec les autorités, notamment la Commission de la concurrence (COMCO). La composition de la commission, présidée par Werner Hug, est largement représentative des membres d'economiesuisse.

50%

Plus de 50% des prix sont influencés par des interventions étatiques significatives.

Plus d'informations sur ce thème
www.economiesuisse.ch/concurrence

Réglementation

LA SUISSE A BESOIN DE CONDITIONS-CADRE OPTIMALES POUR SE POSITIONNER COMME UN SITE D'IMPLANTATION ATTRAYANT, FIABLE ET DOTÉ D'UNE LÉGISLATION STABLE, DANS UN CONTEXTE DE CONCURRENCE ACCRUE AU NIVEAU INTERNATIONAL

Le Code suisse de 2014: un nouveau chapitre et un succès de l'autorégulation

Le droit de la prescription, la loi sur les juristes d'entreprise et le projet de révision du droit de la société anonyme ont été au centre des travaux de la commission pendant l'année écoulée. Les entreprises ont par ailleurs partagé les expériences faites dans le cadre de la mise en œuvre de l'ordonnance contre les rémunérations excessives (ORAb). La commission a encore suivi attentivement la refonte de la réglementation des marchés financiers (loi sur l'infrastructure des marchés financiers LIMF, loi sur les services financiers LSFin et loi sur les établissements financiers LEFin). D'une manière générale, elle a jugé positifs les efforts déployés par le Conseil fédéral pour harmoniser les dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent avec les standards internationaux. La publication du «Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise», retravaillé et adapté aux réalités actuelles, a été un événement marquant de l'année. Publié en automne 2014, au terme d'une consultation publique, ce code bénéficie toujours d'un large soutien: il s'agit du principal instrument d'autorégulation en matière de gouvernance d'entreprise en Suisse.

Le groupe de travail «Aménagement du territoire» a développé et publié des propositions concrètes des milieux économiques quant à leur engagement dans ce domaine en Suisse. Les défis croissants liés à la rareté du foncier et aux réglementations importantes au niveau fédéral fournissent l'occasion aux milieux économiques de contribuer de manière constructive au débat et à la résolution des conflits.

La pression réglementaire s'accroît sur les marchés financiers et les sociétés anonymes

Ces prochains mois, les efforts se concentreront sur la lutte contre l'inflation réglementaire. Cela est plus important que jamais dans le contexte du franc fort. Les interventions étatiques dans le droit des sociétés, dans le domaine de la finance, mais aussi en matière de protection des consommateurs ne doivent pas restreindre excessivement la liberté d'entreprise, afin de préserver l'attrait de la place économique suisse. L'opportunité de chaque intervention réglementaire doit systématiquement être évaluée. Tout comme la réglementation des marchés financiers, la révision du droit de la SA restera sous les projecteurs. On y trouve également des thèmes d'actualité relevant de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), comme le projet «Droits sans frontière» et l'initiative «pour des multinationales responsables». Grâce à une collaboration étroite avec le réseau suisse du Pacte mondial, economiesuisse entend contribuer à faire connaître l'engagement positif des entreprises dans le public. La commission est appelée à s'opposer à l'introduction de nouveaux – et hasardeux – instruments de recours collectif (actions collectives) dans le droit de procédure civile.

COMMISSION DE RÉGLEMENTATION La commission traite de questions réglementaires fondamentales. Ses activités comprennent la rédaction de prises de position relatives à des projets de loi ou à des modalités d'exécution mis en consultation. La commission s'engage en faveur d'un cadre juridique libéral. L'objectif est de laisser une liberté maximale aux entreprises dans l'organisation de leurs activités commerciales. À cet égard, il est important de veiller à la sécurité juridique, à la transparence, à l'accès au marché et à une application efficace et proportionnée des réglementations. L'autorégulation et les bonnes pratiques constituent des alternatives efficaces et flexibles à des interventions législatives. La commission coordonne les activités de groupes de travail et d'experts permanents et temporaires (réglementation des marchés financiers, révision du droit de la SA, Code suisse). Pour sa part, le groupe de travail «Aménagement du territoire» établit une approche libérale dans ce domaine en étroite collaboration avec la Commission des infrastructures. Les membres de la commission présidée par David P. Frick reflètent la diversité des membres d'economiesuisse.

14 000

Plus de 14 000 personnes se sont exprimées sur la politique suisse en matière d'aménagement du territoire dans le cadre du projet Nextsuisse.

Plus d'informations sur ce thème
www.economiesuisse.ch/reglementation

DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Le chocolat suisse, dont celui de Chocolat Stella SA à Giubiasco, est très apprécié. Les nombreuses spécialités chocolatières sont disponibles en Suisse, mais une grande partie est également vendue à l'étranger. Des infrastructures performantes et fiables sont indispensables pour faire face aux défis logistiques – en particulier pour les entreprises situées dans les régions périphériques.

« Chez nous, chaque recette est unique et préparée avec passion grâce à une longue expérience. Voilà pourquoi notre chocolat suisse de qualité a du succès. »

ALESSANDRA ALBERTI
Directrice de Chocolat Stella SA, Giubiasco

Énergie et environnement

POUR DE NOMBREUSES ENTREPRISES, LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT RENFERME À LA FOIS DES OPPORTUNITÉS ET DES DÉFIS. SOUS L'ANGLE POLITIQUE, CE SONT TOUTEFOIS LES DÉFIS QUI DOMINENT ACTUELLEMENT. LA COMMISSION ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT S'ENGAGE EN FAVEUR DE CONDITIONS-CADRE EFFICACES ET FAVORABLES À L'ÉCONOMIE.

L'économie souhaite participer à l'élaboration de la stratégie énergétique

La Stratégie énergétique 2050 de la Confédération pose de nouveaux jalons en matière de politique énergétique. Depuis plus de quatre ans, le Conseil fédéral et le Parlement planchent sur une nouvelle législation qui entraînera des changements radicaux dans les domaines de l'approvisionnement électrique, des bâtiments et de la mobilité. Le premier volet contient des mesures d'encouragement visant à subventionner la production électrique à partir d'énergies renouvelables, pour un montant de quelque 40 milliards de francs. S'y ajoutent diverses prescriptions et charges supplémentaires pour le secteur de l'électricité, les producteurs et les consommateurs. Aussi nombreuses soient-elles, ces mesures ne permettront pas d'atteindre les ambitieux objectifs fixés. C'est pourquoi le Conseil fédéral prévoit une deuxième étape, par la mise en place d'un système d'incitation climatique et énergétique. Il prendra la forme d'une taxe d'incitation, dont le Parlement sera chargé de fixer le montant. Elle ne sera entièrement redistribuée qu'après une période transitoire de plusieurs années.

Aujourd'hui, de nombreuses entreprises suisses sont sous pression en raison de la décision de la Banque nationale de lever le cours plancher avec l'euro. Ce n'est pas le bon moment pour infliger un renchérissement au site de production suisse au nom de la politique énergétique. Sans compter que cette nouvelle politique risque de détériorer la sécurité d'approvisionnement à long terme. La Commission Énergie et environnement d'economiesuisse suit ces évolutions de près et fait valoir les préoccupations des milieux économiques.

Le domaine de l'environnement renferme aussi son lot de défis pour l'économie. Ce sont plus particulièrement la révision de la loi sur la protection de l'environnement et les projets de la Confédération en vue du pilotage des ressources qui étaient au centre des travaux de la commission. Ces deux projets créeront des désavantages concurrentiels considérables, qui pénaliseront l'économie très globalisée de la Suisse. Un scénario similaire se joue dans le domaine de la politique climatique où les objectifs sont de plus en plus ambitieux – sans tenir suffisamment compte du contexte international. economiesuisse s'engage en faveur d'une politique climatique qui prévient et réduit les dommages occasionnés par les changements climatiques. La Suisse peut jouer un rôle important – en particulier dans les pays émergents et en développement – par la fourniture de technologies adéquates.

17 %

Les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'azote de l'industrie ont baissé de 17 % entre 1990 et 2013. L'Agence de l'énergie pour l'économie s'engage avec succès pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre en Suisse.

COMMISSION ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT La commission traite tous les aspects de politique énergétique et environnementale intéressants l'économie. Elle est conduite par Remo Lütolf, président de la direction d'ABB Suisse. Ses champs d'activité englobent des questions réglementaires, de nouveaux projets législatifs, des consultations et des prises de position sectorielles des milieux économiques. Elle élabore en outre des recommandations à l'intention du Comité et du Comité directeur. La commission, qui compte parmi ses membres des représentants d'un grand nombre de branches, réunit un large spectre de connaissances spécialisées. Plusieurs groupes de travail réalisent des analyses approfondies et des prises de position. Pour les membres, la commission constitue également une plateforme où ils peuvent exposer leurs préoccupations spécifiques.

Plus d'informations sur ces thèmes
www.economiesuisse.ch/energie-environnement

Finances et fiscalité

EN POLITIQUE FISCALE, LES DÉFIS SONT PLUS GRANDS QUE JAMAIS. NOTRE PAYS EST À LA VEILLE RÉFORMES TECHNIQUEMENT EXIGEANTES ET POLITIQUEMENT DÉLICATES. LES ENJEUX SONT ÉNORMES POUR LA SUISSE, POUR SES HABITANTS ET POUR SES ENTREPRISES.

Des jalons importants pour la place économique sont en train d'être posés

La réforme de l'imposition des entreprises III est le projet d'actualité le plus décisif. Il s'agit ni plus ni moins du rayonnement de la Suisse en tant que lieu d'implantation et d'excellence. Notre pays saura-t-il conserver son rang à l'avenir ? La réponse met en jeu des dizaines de milliers d'emplois et des recettes fiscales par milliards de francs. La Suisse ne peut se permettre un échec.

La révision de l'impôt anticipé représente une autre refonte du système fiscal. Elle vise à renforcer le marché helvétique des capitaux et donc les possibilités pour les entreprises de se financer en Suisse plutôt qu'à l'étranger. La réforme répond à un souhait exprimé de longue date. En créant de nouveaux emplois et du substrat fiscal supplémentaire, elle bénéficiera à la place financière, à l'emploi et au pays tout entier.

La reprise des normes mondiales d'assistance administrative en matière fiscale est un autre projet capital. Son objectif ultime est l'acceptation internationale de notre système et la sécurité juridique qui va avec, toutes deux essentielles pour l'épanouissement de la place financière suisse.

Sujets délicats en votation populaire

Le rejet clair de l'initiative sur l'imposition des successions a aussi contribué à la sécurité juridique. Un oui en ce 14 juin 2015 aurait sonné le glas de nombreuses entreprises familiales et affecté la souveraineté fiscale des cantons. L'électorat a écarté ce danger. Dans quelques années, un article constitutionnel visant à instituer une taxe climatique et une taxe sur l'électricité sera soumis à votation. Il déterminera la voie que choisira la Suisse pour passer du système de subventions à un système d'incitation à partir de 2021. economiesuisse adhère, sous certaines conditions, au concept des incitations, qui est économiquement plus efficace que le coûteux système de subventions. Le message du Conseil fédéral est attendu pour fin 2015.

COMMISSION FINANCES ET FISCALITÉ Les experts mandatés par les organisations membres d'economiesuisse apportent à la commission leur savoir technique et leur expérience tant de l'industrie que de la finance. Ils mettent en évidence les intérêts et les besoins des membres, ce qui permet ensuite d'élaborer des positions communes au profit de l'ensemble de l'économie. Les membres sont très engagés au sein de la commission. Des groupes de travail ad hoc sont mis sur pied pour traiter de thèmes centraux comme la réforme de la fiscalité des entreprises. Représentant majeur de l'économie dans les questions financières et fiscales, la commission observe aussi les développements politiques et soigne les échanges avec la Confédération, les cantons et les experts issus d'organisations non membres.

Garantir l'avenir de la prévoyance vieillesse

Rappelons encore que la Suisse n'a toujours pas réglé le financement futur de son système de prévoyance vieillesse. La pérennité de nos principales assurances sociales est en jeu, si l'on ignore l'évolution démographique. L'Union patronale suisse et economiesuisse ont proposé un programme financièrement et politiquement réaliste. L'économie est prête à contribuer substantiellement à cette tâche, mais elle table en retour sur un abaissement du taux de conversion – ou l'introduction de règles de stabilisation limitant l'endettement.

–21,5

La dette fédérale a diminué de 21,5 milliards de francs depuis 2005. La Suisse est l'un des rares pays à afficher un niveau d'endettement inférieur à celui qui prévalait avant la crise financière.

Plus d'informations sur ces thèmes
www.economiesuisse.ch/finances
www.economiesuisse.ch/fiscalite

Formation et recherche

LE PARC NATIONAL D'INNOVATION EST EN BONNE VOIE, TOUT COMME LE PLAN D'ÉTUDES 21. CEPENDANT, IL SUBSISTE DE GRANDS CHANTIERS DONT LA COMMISSION FORMATION ET RECHERCHE S'OCCUPE, EN PARTICULIER LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RECHERCHE AVEC L'EUROPE.

Promouvoir les branches MINT à tous les niveaux scolaires

Après la publication de ses lignes directrices pour la politique de formation et de recherche en automne 2014, la commission a approfondi des questions dans plusieurs domaines. Ceux-ci comprennent le débat sur le profil des hautes écoles spécialisées et des universités. La convergence croissante des établissements a malheureusement pour effet que les filières de formation se font de plus en plus concurrence au lieu de se compléter. Le Plan d'études 21 a également passablement occupé la commission. Ce qui compte maintenant c'est la manière donc ses exigences seront intégrées dans les plans d'études des différents cantons alémaniques. economiesuisse observera attentivement cette mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne les mathématiques, l'informatique, les sciences naturelles et la technique (MINT) ainsi que les compétences économiques. Renforcer l'attrait des branches MINT à tous les niveaux est une préoccupation majeure des milieux économiques. C'est le meilleur moyen d'attirer davantage de jeunes gens vers les métiers concernés. En 2015, la commission portera son attention également sur le débat entourant une réforme de la maturité et l'accès aux hautes écoles. En ce qui concerne la politique en matière de hautes écoles, l'initiative sur les bourses d'études a été un thème majeur ces derniers mois. Aux yeux d'economiesuisse, un système de bourses d'études qui fonctionne constitue un élément important d'un site de formation et de recherche couronné de succès. Cela dit, les propositions de l'initiative allaient beaucoup trop loin. Heureusement, les électeurs l'ont refusée à une large majorité en juin et ont permis ainsi l'entrée en vigueur d'un contre-projet indirect modéré.

COMMISSION FORMATION ET RECHERCHE Cette vaste commission réunit des personnalités ayant un grand intérêt pour le paysage suisse de la formation, de la recherche et de l'innovation. Il en résulte une argumentation solide et des positions largement soutenues. Les membres de la commission sont des représentants d'entreprises actives dans la recherche, des experts en matière de formation et de recherche rattachés à des organisations de branche et des parlementaires membres des Commissions fédérales de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). La commission s'occupe de questions fondamentales de politique de formation et de recherche comme de prises de positions dans le cadre de consultations relatives à des lois et des dispositions d'exécution. Elle est présidée par Ulrich Jakob Looser, un grand connaisseur de ces thèmes.

Recherche d'une solution adéquate avec l'Europe pour la période après 2016

Dans le domaine de la recherche et de l'innovation, des projets importants sont en cours, dont le « Swiss Innovation Park ». L'exploitation de celui-ci est confiée à une fondation créée en mars 2015 et qui bénéficie d'un large soutien. Au cours des prochains mois, la commission s'intéressera avant tout au message du Conseil fédéral sur la formation, la recherche et l'innovation pour les années 2017 à 2020. Elle se préoccupera également – et c'est tout aussi important – de garantir l'accès de la Suisse au paysage européen de la recherche, qui se trouve menacé depuis le 9 février 2014. Le Conseil fédéral a certes pu négocier une solution transitoire avec l'UE, qui prévoit la participation de la Suisse au programme-cadre de recherche « Horizon 2020 » jusqu'à fin 2016, mais on ignore encore ce qui se passera ensuite.

2666

Le nombre de brevets déposés chaque année par des inventeurs suisses a augmenté de 59 % entre 2002 et 2012, atteignant 2666 dépôts en 2012. Ces chiffres corroborent la réputation de la Suisse en tant que pays le plus innovant du monde.

Plus d'informations sur ces thèmes
www.economiesuisse.ch/formation-recherche

UN APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE SÛR ET COMPÉTITIF ET UNE PROTECTION EFFICACE DE L'ENVIRONNEMENT

Pour ses prétraitements ainsi que ses travaux de teinture, d'impression et de perfectionnement à forte valeur ajoutée, E. Schellenberg Textildruck AG à Fehraltorf fait tourner ses machines du matin au soir. Un approvisionnement énergétique sûr et abordable est essentiel pour cette PME. Celle-ci attache une grande importance à l'efficacité énergétique: elle dispose de sa propre station d'épuration et chauffe des logements avoisinants grâce à la chaleur à distance produite.

« Pour assurer le succès de notre entreprise, nous voulons et devons être toujours plus rapides, plus efficaces et meilleurs. À l'heure actuelle, il est particulièrement important pour l'industrie de bénéficier de conditions-cadre favorables aux entreprises. »

URS SCHELLENBERG
Propriétaire et directeur de E. Schellenberg Textildruck AG, Fehraltorf

Infrastructures

LA SUISSE EST À LA POINTE MONDIALE EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES. LES MILIEUX ÉCONOMIQUES ESTIMENT POURTANT QU'IL Y A UN POTENTIEL D'OPTIMISATION DANS LES DOMAINES DU TRAFIC VOYAGEURS ET DU TRAFIC MARCHANDISES. POUR CE QUI EST DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, C'EST UNE RÉVISION DE LA LÉGISLATION QUI FAIT L'ACTUALITÉ.

Propositions des milieux économiques pour le trafic marchandises

Dans les classements internationaux relatifs aux infrastructures, la Suisse se classe systématiquement dans le peloton de tête. Au cours de ces dernières années, la tendance est cependant à la baisse pour plusieurs infrastructures de transport. Aux heures de pointe, elles touchent à leurs limites, ce qui occasionne des embouteillages et de l'attente. Les conséquences sont négatives pour une économie hautement spécialisée et basée sur la division du travail, comme celle de la Suisse. economieuisse a par exemple pris position dans le domaine de l'aviation, en soulignant l'importance de disposer de correspondances aériennes internationales et formulé des lignes directrices et des recommandations pour la future politique aéronautique de la Suisse. Le trafic marchandises, qui constitue un thème prioritaire d'economiesuisse, a fait l'objet d'une publication conséquente réalisée en collaboration avec l'Association suisse des transports routiers ASTAG, l'Association des chargeurs VAP, l'IG Air Cargo et l'Association suisse de navigation et d'économie portuaire (SVS). Les milieux économiques y mettent en avant des points critiques et des solutions pour aboutir à un trafic marchandises plus efficace.

Réglementation des télécommunications: à développer avec prudence

Plus de quinze ans après l'ouverture du marché, la qualité des infrastructures de télécommunication en Suisse est excellente. L'ouverture de ce marché est une réussite également pour les consommateurs, qui ont bénéficié de baisses de prix. Il faudra en tenir compte dans le cadre de la révision à venir de la loi sur les télécommunications. Le degré de libéralisation à viser fera aussi l'objet de discussions dans le domaine postal, quand le Conseil fédéral publiera son rapport d'évaluation sur la libéralisation totale du marché postal suisse, annoncé pour 2015 ou 2016. La Commission des infrastructures d'economiesuisse contribuera largement à ce que les milieux économiques s'expriment d'une seule voix sur ces thèmes. En ce qui concerne la route, le Parlement débat déjà d'un projet de réforme soumis par le Conseil fédéral: celui-ci prévoit la création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) pour financer et développer les infrastructures routières. Un développement des infrastructures routières judicieux et adapté aux besoins est essentiel pour l'économie et la société.

COMMISSION DES INFRASTRUCTURES Cette commission d'economiesuisse traite toutes les questions fondamentales liées à la politique dans ce domaine. En font partie les transports, la poste, les télécommunications et les TIC, ainsi que certains aspects de l'aménagement du territoire. La commission débat de thèmes d'actualité et élabore des recommandations à l'intention des organes de décision. Des groupes de travail permanents et ad hoc sont chargés d'examiner spécifiquement certaines questions importantes. La composition très diversifiée de la commission et la consultation régulière d'experts externes issus des milieux économiques et scientifiques ainsi que de l'administration font que la commission a une vision globale des questions d'infrastructures importantes pour la place économique. Elle est dirigée par Hansueli Loosli, président du conseil d'administration de Swisscom SA, et se réunit chaque trimestre.

21 541

Le nombre d'heures d'embouteillage sur le réseau de routes nationales s'élève actuellement à 21 541. Depuis 2008, il a plus que doublé. Le coût économique des embouteillages se chiffre en milliards.

Plus d'informations sur ce thème
www.economiesuisse.ch/infrastructures

STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE

La Regiobank de Soleure a ses racines au pied du Jura et a tissé un partenariat étroit avec de nombreuses PME. Une situation politique stable, une politique monétaire indépendante et la sécurité juridique sont les conditions à remplir pour des investissements à long terme. Tout l'espace économique soleurois et ses habitants profitent d'une collaboration empreinte de confiance entre les entreprises et les banques.

« La confiance est la base de notre domaine d'activité. Nous soignons les contacts personnels mais avons aussi besoin d'un environnement stable et fiable. »

MARKUS BOSS
Président de la direction de la Regiobank Solothurn AG, Soleure

Communication et campagnes

L'ÉQUIPE DE CAMPAGNE A PU CÉLÉBRER PAS MOINS DE QUATRE VICTOIRES. ELLE A ÉTÉ RESTRUCTURÉE POUR FAIRE FACE À UNE AVALANCHE DE VOTATIONS.

Une année fructueuse pour l'économie sur le front des campagnes

En novembre 2014, les citoyens suisses se sont à nouveau exprimés sur la politique migratoire avec l'initiative « Halte à la surpopulation » de l'association Ecopop. Une alliance extrêmement large s'est formée pour combattre ce projet. Grâce à l'engagement de nombreux soutiens issus des milieux économiques, politiques, culturels et scientifiques ainsi qu'à celui de la population, la votation a abouti à un verdict clair : 74,1 % de non. Le même jour, l'initiative « Sauvez l'or de la Suisse » a aussi été refusée largement, par 77,3 % de non. Ce faisant, la population a émis un signal clair en faveur d'une Banque nationale indépendante. Le score a été encore dépassé lors de la votation suivante, en mars 2015. En effet, c'est à 92 % que le peuple et les cantons ont balayé l'initiative « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie », un résultat historique ? La série s'est poursuivie avec l'initiative « Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (réforme de la fiscalité successorale) » le 14 juin 2015. Des personnalités crédibles, la mobilisation de nombreuses entreprises familiales et des témoignages convaincants ont contribué à ce que cette initiative soit elle aussi refusée clairement, à 71 %.

UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR UN POSITIONNEMENT FORT ET DES CAMPAGNES COURONNÉES DE SUCCÈS Dans le domaine Communication et campagnes, le nombre des défis augmente constamment. La fréquence élevée des campagnes et l'importance croissante d'un dialogue soutenu avec la population exigent un engagement quotidien. Au vu de ces changements, la conduite de la communication et des campagnes, au siège de l'organisation, a été confiée à deux personnes. Depuis le mois d'avril, Michael Wiesner, en charge du domaine de la communication, gère le positionnement et le dialogue avec les groupes concernés. Roberto Colonnello, pour sa part, planifie, pilote et mène les importantes campagnes de votation. economiesuisse est ainsi encore mieux à même de représenter de manière responsable et ferme les intérêts des entreprises suisses.

En première ligne… dans les activités en ligne

Depuis un an et demi, l'équipe de campagne d'economiesuisse travaille avec les technologies de campagne en ligne les plus modernes. Grâce à ces outils, qui ont également été utilisés dans les campagnes de Barack Obama aux États-Unis, il a été possible, au cours de ces derniers mois, de mobiliser plus de 10 000 personnes. La fédération fait aujourd'hui référence dans ce domaine. Au vu de la fréquence des votations, l'équipe de campagne d'economiesuisse, aussi jeune que créative, accumule des expériences et renforce son impact sur les réseaux. C'est d'ailleurs indispensable en vue des campagnes futures. En effet, une fois les élections de l'automne 2015 passées, de nombreux thèmes figureront à l'agenda 2016, avec des enjeux de taille pour les milieux et la place économiques. Il y aura notamment plusieurs décisions à prendre dans le domaine de l'énergie et de l'imposition des entreprises. De nombreuses questions restent également ouvertes dans le domaine de la politique européenne. Les milieux économiques ont d'ores et déjà lancé leur campagne en créant une plateforme en ligne interactive aux couleurs éclatantes pour se préparer aux votations futures et fédérer les forces.

Une communication axée sur le dialogue pour être plus proche des gens

En tant qu'organisation faîtière de l'économie helvétique, economiesuisse fait le lien entre les milieux économiques, les milieux politiques et la société. La communication joue un rôle décisif à cet égard. En la matière, l'organisation veille à présenter un profil clair, afin que ses membres, les milieux politiques, les médias et l'opinion publique aient la même perception d'economiesuisse. Elle soutient un dialogue ouvert, constructif et axé sur la recherche de solutions avec tous les acteurs concernés. Au-delà des chiffres et des faits, des personnes et leur histoire sont sur le devant de la scène : pour une économie crédible, proche de gens et comprise par eux.

250 000

Dans le cadre de nos campagnes, nous avons réussi à mobiliser plus de 250 000 soutiens suisses sur Facebook en faveur de notre position.

Les sujets des affiches sont en quelque sorte le visage d'une campagne.

UN SYSTÈME ÉDUCATIF ET UNE RECHERCHE DE POINTE

La manufacture Metalem au Locle mise sur le «Swiss made». La fabrication de composants horlogers est un travail de précision qui requiert de grandes compétences. Notre système de formation dual permet à des jeunes de mettre leur talent à profit – dans le domaine de l'horlogerie notamment. Metalem investit constamment dans la formation de ses 250 collaborateurs, un facteur de succès important.

« Un système de formation et de recherche efficace permet aux entreprises suisses de rester compétitives »

ALAIN MARIETTA
Directeur général de Metalem S.A., Le Locle

→ Une Suisse forte grâce à une économie robuste, tel est notre engagement

ECONOMIESUISSE FAIT LE LIEN ENTRE LES MILIEUX POLITIQUES, LES MILIEUX ÉCONOMIQUES ET LA SOCIÉTÉ. L'ORGANISATION S'ENGAGE EN FAVEUR DE CONDITIONS-CADRE OPTIMALES POUR LES ENTREPRISES SUISSES – DES PME AUX GRANDES SOCIÉTÉS.

Une Suisse forte grâce à une économie forte – notre engagement

La Suisse va bien, elle est prospère et ses habitants aiment y vivre. Nous avons construit ensemble, avec courage, créativité et détermination, cette prospérité et cette sécurité. Des marchés ouverts, un système de formation diversifié, l'excellence de la recherche et des infrastructures de qualité contribuent au succès de la Suisse. À cela s'ajoutent des impôts attractifs, une législation économique et un droit du travail libéraux, ainsi qu'un dialogue réel entre les partenaires sociaux. Aucun de ces facteurs ne va de soi ni n'est définitivement acquis. La Suisse est en étroite concurrence avec d'autres places économiques – pour qu'elle reste un modèle de réussite, il faut poser des jalons aujourd'hui. Aussi les quelque 70 collaborateurs d'economiesuisse s'engagent-ils quotidiennement afin que les petites et moyennes entreprises, les start-up et les groupes mondiaux continuent de se trouver bien en Suisse.

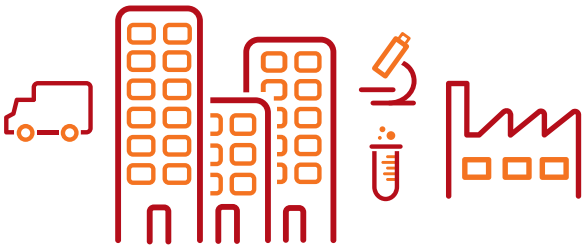
Une voix forte pour l'économie, une voix pour nous tous

L'économie helvétique a besoin d'une voix forte pour défendre ses intérêts dans le processus politique. C'est le rôle d'economiesuisse. Aujourd'hui, l'organisation faîtière de l'économie helvétique compte parmi ses membres 20 Chambres cantonales de commerce et d'industrie, 100 organisations de branche et 50 entreprises individuelles. Au total, l'organisation représente 10 000 sociétés suisses, de la start-up à l'entreprise familiale et de l'entreprise exportatrice de taille moyenne au groupe mondial. Ces sociétés emploient plus de 2 millions de personnes.

→ economiesuisse défend les intérêts d'une économie suisse forte et responsable, et contribue activement au bien-être de la société.

100 000

ENTREPRISES



En tant qu'organisation faîtière, economiesuisse défend les intérêts d'une économie suisse axée sur la concurrence, interconnectée à l'échelle internationale et consciente de ses responsabilités. Sa tâche la plus importante consiste à représenter les intérêts des entreprises dans le processus politique. Dans cette optique, l'organisation faîtière de l'économie maintient un dialogue ouvert, constructif et orienté solutions avec ses différents interlocuteurs, que ce soit des représentants des milieux politiques, des médias et de l'administration ou l'opinion publique. En effet, l'économie fait partie de la société, et non l'inverse. L'économie, c'est nous tous. Dans sa démarche, economiesuisse s'appuie sur les principes d'une économie de marché libérale en tenant compte de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. economiesuisse accompagne les sujets de politique économique avec professionnalisme tout au long du processus politique. Ses collaborateurs sont actifs à tous les niveaux du processus politique: de la participation à des groupes de travail à l'organisation de campagnes de votation, en passant par la prise de position dans les consultations.

Où trouver economiesuisse ?

Le siège principal d'economiesuisse se trouve à Zurich dans un bâtiment appelé « La Maison de l'économie ». C'est là que travaillent la grande majorité des collaborateurs des

différents domaines thématiques, de l'équipe de communication et de campagne, de la documentation et de la comptabilité. La direction et le président ont également leurs bureaux à la Hegibachstrasse.

La représentation d'economiesuisse à Berne sert d'intermédiaire entre l'économie et la politique. Son travail consiste pour une grande part à garantir les échanges d'informations entre le Parlement, l'administration et l'économie. La planification et la coordination des affaires politiques, les contacts avec les membres de l'Assemblée et de l'administration fédérales ainsi que l'établissement de comptes rendus des sessions servent cet objectif.

L'équipe d'economiesuisse à Genève est responsable des contacts avec les membres et les associations économiques, les décideurs politiques aux niveaux fédéral et cantonal, la presse et les médias électroniques de Suisse romande. Elle mène en outre les campagnes de votation en Suisse romande.

economiesuisse Lugano a mis en place un échange d'informations soutenu avec les associations économiques et de branche tessinoises, l'administration et le gouvernement cantonaux, les associations économiques du nord de l'Italie ainsi qu'avec la Chambre de commerce suisse à Milan.

economiesuisse dispose également d'une représentation à Bruxelles, laquelle assure en outre la présence de l'Union patronale suisse (UPS). Cette représentation permanente permet à economiesuisse d'entretenir des contacts étroits avec la fédération des industries européennes, BUSINESSEUROPE. Les contacts avec les services de la Commission européenne, la mission suisse auprès de l'UE et de l'AELE revêtent également une grande importance, en particulier dans le contexte actuel où la politique européenne joue un rôle central. Nos collaborateurs à Bruxelles soutiennent cependant aussi les représentants économiques suisses qui cherchent des contacts avec les institutions de l'UE.

2 mio.
D'EMPLOIS

Nos prestations

→ Nous coordonnons la **formation d'opinion au sein de l'économie** et représentons les intérêts de cette dernière face à la politique, aux médias et à l'opinion publique.

→ Nous offrons une **plateforme large et efficace** dans la représentation d'intérêts à Berne.

→ Nous apportons des conseils compétents dans le **domaine économique.**

→ Nous **soutenons les demandes concrètes** de nos membres dans le processus politique.

→ Nous procédons à des analyses et études, et **fournissons des informations de fond de politique économique.** Nous mettons en relation nos membres avec des cercles économiques, des leaders d'opinion dans le domaine politique et des représentants des autorités publiques, de même que nous organisons des délégations économiques.

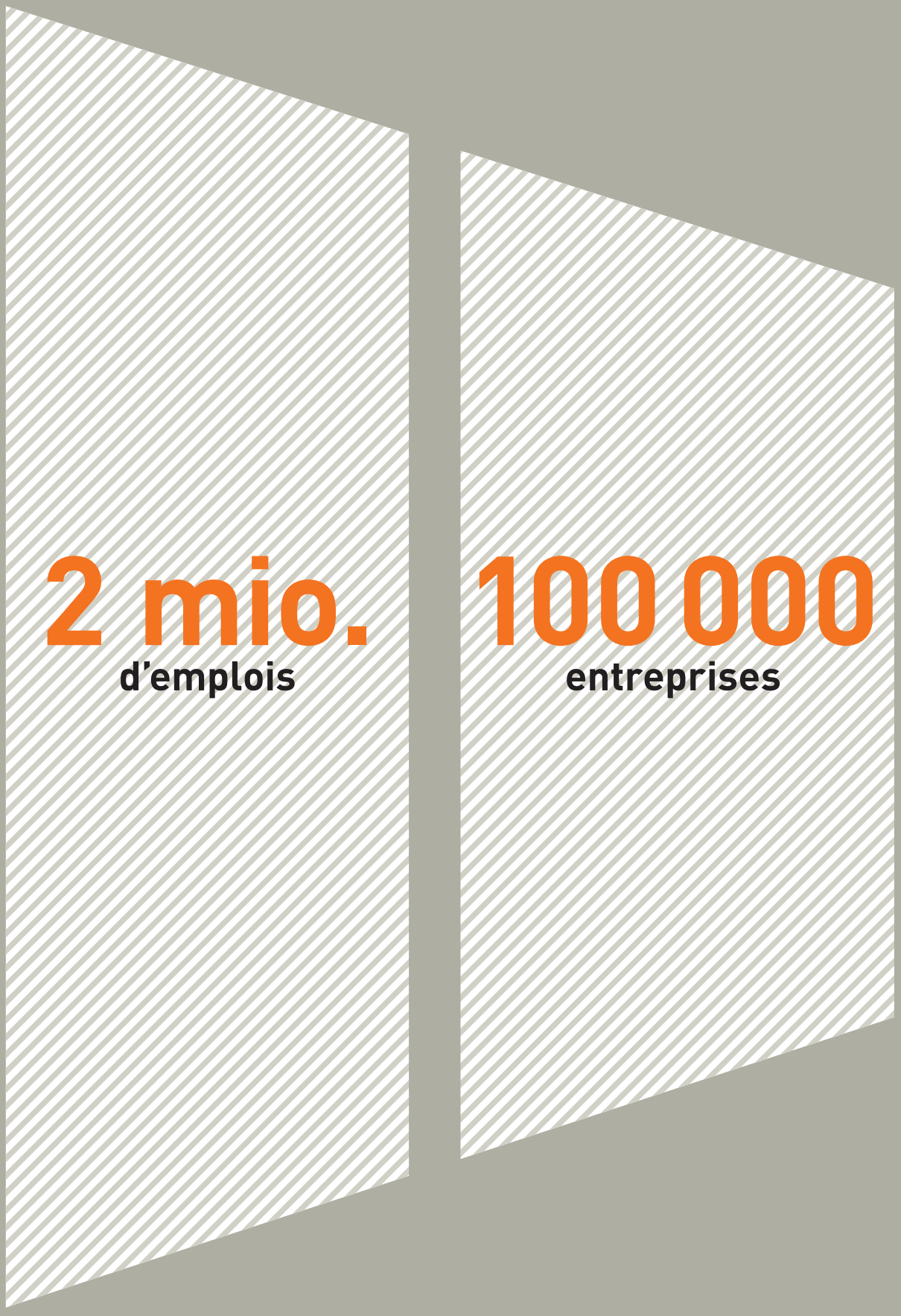
→ Nous prenons régulièrement **position sur des thèmes de politique économique d'actualité.**

→ Nous organisons des **ateliers médias** pour nos membres et les acteurs politiques.

→ Nous menons des **campagnes de votation.**

economiesuisse, ce sont 70 collaborateurs environ, dont près de 50 % de femmes. L'âge moyen est de 43 ans et 37 % des collaborateurs travaillent à temps partiel.

→ economiesuisse: l'organisation faîtière de l'économie suisse



20
Chambres de commerce et d'industrie

Nous réunissons des organisations de branche, des Chambres de commerce, des PME et des groupes de toute la Suisse.

100
organisations de branche*

1
organisation faîtière

economiesuisse

50
membres individuels

* Construction, chimie, électronique, biens de consommation, matières plastiques, machines, métaux, denrées alimentaires, papier et carton, pharma, tabac, textiles et habillement, montres, emballages, ciment, assurances, banques, services de conseil, formation, commerce de détail, services aux entreprises, énergie, santé, commerce, hôtellerie, ingénierie, informatique, communication et médias, logistique, télécommunications, divertissement, trafic, gestion de fortune, publicité

Membres

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ET ORGANISATIONS RÉGIONALES

AARGAUISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER
Entfelderstrasse 11, Postfach, 5001 Aarau
www.aihk.ch

AITI ASSOCIAZIONE INDUSTRIE TICINESI
Corso Elvezia 16, Casella postale 5130,
6901 Lugano
www.aiti.ch

CAMERA DI COMMERCIO DELL'INDUSTRIA E DELL'ARTIGIANATO DEL CANTONE TICINO
Corso Elvezia 16, Casella postale,
6901 Lugano
www.cc-ti.ch

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU JURA
23, rue de l'Avenir, Case postale 274,
2800 Delémont 1
www.ccij.ch

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRIBOURG (CCIF)
37, route du Jura, Case postale 304,
1701 Fribourg
www.ccif.ch

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DES SERVICES DE GENÈVE
4, boulevard du Théâtre, Case postale 5039,
1211 Genève 11
www.ccig.ch

CHAMBRE NEUCHÂTELOISE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
4, rue de la Serre, Case postale 2012,
2001 Neuchâtel
www.cnci.ch

CHAMBRE VALAISANNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
6, rue Pré-Fleuri, Case postale 288,
1951 Sion
www.cci-valais.ch

CHAMBRE VAUDOISE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE – CVCI
47, avenue d'Ouchy, Case postale 315,
1001 Lausanne
www.cvci.ch

FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES GENÈVE (FER)
98, rue de Saint-Jean, Case postale 5278,
1211 Genève 11
www.fer-ge.ch

GLARNER HANDELSKAMMER
Postgasse 27, 8750 Glarus
www.glhk.ch

HANDELS- UND INDUSTRIEVEREIN DES KANTONS SCHWYZ
Gersauerstrasse 7, Postfach 618,
6440 Brunnen
www.h-i-sz.ch

HANDELSKAMMER BEIDER BASEL
Aeschenvorstadt 67, Postfach, 4010 Basel
www.hkbb.ch

HANDELSKAMMER UND ARBEITGEBERVERBAND GRAUBÜNDEN
Hinterm Bach 40, Postfach 203, 7002 Chur
www.hkgr.ch

HANDELSKAMMER UND ARBEITGEBERVEREINIGUNG WINTERTHUR
Neumarkt 15, Postfach, 8401 Winterthur
www.haw.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER ST. GALLEN-APPENZELL
Gallusstrasse 16, Postfach, 9001 St. Gallen
www.ihk.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER THURGAU
Schmidstrasse 9, Postfach 396,
8570 Weinfelden
www.ihk-thurgau.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER ZENTRALSCHWEIZ
Kapellplatz 2, Postfach 2941, 6002 Luzern
www.ihz.ch

LIECHTENSTEINISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER
Altenbach 8, 9490 Vaduz
www.lihk.li

SOLOTHURNER HANDELSKAMMER
Grabackerstrasse 6, Postfach 1554,
4502 Solothurn
www.sohk.ch

UNION DES INDUSTRIELS VALAISANS
Case postale 2106, 1950 Sion 2
www.uiv.ch

UNION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU CANTON DE BERNE
Kramgasse 2, Postfach 5464, 3001 Bern
www.bern-cci.ch

ZUGER WIRTSCHAFTSKAMMER
Gubelstrasse 11, 6300 Zug
www.zwk.ch

ZÜRCHER HANDELSKAMMER
Selnaustrasse 32, Postfach 3058, 8022 Zürich
www.zhk.ch

ASSOCIATIONS

(Ordre selon la liste allemande)

AEROSUISSE
Kapellenstrasse 14, Postfach, 3001 Bern
www.aerosuisse.ch

ASCO ASSOCIATION OF MANAGEMENT CONSULTANTS SWITZERLAND
Weinbergstrasse 31, Postfach, 8006 Zürich
www.asco.ch

ASSOCIATION PATRONALE DE L'HORLOGERIE ET DE LA MICROTECHNIQUE APHM
46, rue Centrale, Case postale,
2501 Biel/Bienne

ASSOCIATION SUISSE DES FABRICANTS ET COMMERÇANTS DE MÉTAUX PRÉCIEUX
42, boulevard des Eplatures, Case postale,
2304 La Chaux-de-Fonds

ASUT ASSOCIATION SUISSE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Klösterlistutz 8, 3013 Bern
www.asut.ch

AUTO-SUISSE ASSOCIATION DES IMPORTATEURS SUISSES D'AUTOMOBILES
Wölflistrasse 5, Postfach 47, 3000 Bern 22
www.auto-schweiz.ch

AVIA FÉDÉRATION D'IMPORTATEURS SUISSES INDÉPENDANTS EN PRODUITS PÉTROLIERS
Badenerstrasse 329, Postfach, 8040 Zürich
www.avia.ch

PUBLICITÉ EXTÉRIEURE SUISSE AWS
Giesshübelstrasse 4, 8045 Zürich
www.aussenwerbung-schweiz.ch

BISCOSUISSE ASSOCIATION SUISSE DES INDUSTRIES DE BISCUITS ET DE CONFISERIE
Münzgraben 6, Postfach 259, 3000 Bern 7
www.biscosuisse.ch

CEMSUISSE ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE DU CIMENT
Marktgasse 53, 3011 Bern
www.cemsuisse.ch

CHOCOSUISSE UNION DES FABRICANTS SUISSES DE CHOCOLAT
Münzgraben 6, Postfach 259, 3000 Bern 7
www.chocosuisse.ch

FÉDÉRATION DES MEUNIERS SUISSES
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.dsm-fms.ch

ELECTROSUISSE
Luppmenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
www.electrosuisse.ch

UNION PÉTROLIÈRE
Spitalgasse 5, 8001 Zürich
www.erdoel.ch

EXPERTSUISSE
Limmatquai 120, Postfach 1477, 8021 Zürich
www.expertsuisse.ch

FASMED TECHNOLOGIE MÉDICALE SUISSE
Worbstrasse 52, 3074 Muri b. Bern
www.fasmed.ch

FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE HORLOGÈRE SUISSE FH
6, rue d'Argent, Case postale 560,
2501 Biel/Bienne
www.fhs.ch

FORUM SUISSE DES ORGANISMES D'AUTORÉGULATION (FORUM OAR)
Storchengasse 4, 8001 Zürich
www.forumsro.ch

GROUPEMENT DES ENTREPRISES MULTINATIONALES GEM
98, rue de Saint-Jean, Case postale 5278,
1211 Genève 11
www.gemonline.ch

COMMERCE SUISSE
Güterstrasse 78, Postfach 656, 4010 Basel
www.handel-schweiz.com

HOTELLERIESUISSE
Monbijoustrasse 130, Postfach, 3001 Bern
www.hotelleriesuisse.ch

ICTSWITZERLAND
Aarbergergasse 30, 3011 Bern
www.ictswitzerland.ch

IFPI SCHWEIZ
Berninastrasse 53, 8057 Zürich
www.ifpi.ch

INTERESSENGEMEINSCHAFT ENERGIEINTENSIVE BRANCHEN IGEB
Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.energieintensive.ch

INTERESSENGEMEINSCHAFT TEE, GEWÜRZE UND VERWANDTE PRODUKTE
Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/de/associations/6

KEP & MAIL
Thunstrasse 17, Postfach 343, 3000 Bern 6
www.kepmail.ch

ORGANISME D'AUTORÉGULATION DES GÉRANTS DE PATRIMOINE (OAR-G)
2, rue Pedro-Meylan, Case postale 107,
1211 Genève 17
www.oarg.ch

CLINIQUES PRIVÉES SUISSES
Zieglerstrasse 30, Postfach 350, 3000 Bern 14
www.privatehospitals.ch

PROMARCA UNION SUISSE DE L'ARTICLE DE MARQUE
Bahnhofplatz 1, 3000 Bern 7
www.promarca.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BRASSERIES
Engimattstrasse 11, Postfach 2124,
8027 Zürich
www.bier.ch

FÉDÉRATION SUISSE DES CASINOS
Effingerstrasse 1, Postfach 593, 3000 Bern 7
www.switzerlandcasinos.ch

FRUIT UNION SUISSE
Baarerstrasse 88, 6300 Zug
www.swissfruit.ch

FÉDÉRATION SUISSE DU VOYAGE
Etzelstrasse 42, Postfach, 8038 Zürich
www.srv.ch

ASSOCIATION SUISSE DES ANNONCEURS ASA
Löwenstrasse 55, 8001 Zürich
www.swa-asa.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS
Aeschenplatz 7, Postfach 4182, 4002 Basel
www.swissbanking.org

ASSOCIATION SUISSE DE NORMALISATION
Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur
www.snv.ch

SOCIÉTÉ SUISSE DES ENTREPRENEURS
Weinbergstrasse 49, Postfach, 8042 Zürich
www.baumeister.ch

UNION SUISSE DE LA LEVURE
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.fial.ch/de/associations/12

ASSOCIATION SUISSE DES COSMÉTIQUES ET DES DÉTERGENTS
Breitingerstrasse 35, Postfach 2138
8027 Zürich
www.skw-cds.ch

ASSOCIATION SUISSE DES SOCIÉTÉS DE LEASING
Rämistrasse 5, Postfach, 8024 Zürich
www.leasingverband.ch

ASSOCIATION SUISSE D'ASSURANCES ASA
Conrad-Ferdinand-Meyer-Strasse 14,
Postfach, 8022 Zürich
www.svv.ch

SCIENCEINDUSTRIES
Nordstrasse 15, Postfach, 8021 Zürich
www.scienceindustries.ch

SIAA SWISS INTERNATIONAL AIRPORTS ASSOCIATION
Postfach, 8058 Zürich-Flughafen
www.siaa.ch

SIBA ASSOCIATION SUISSE DES COURTIERS EN ASSURANCES
c/o Meyer Müller Eckert Partner,
Kreuzstrasse 42, 8008 Zürich
www.siba.ch

SPEDLOGSWISS ASSOCIATION SUISSE DES TRANSITAIRES ET DES ENTREPRISES DE LOGISTIQUE
Elisabethenstrasse 44, Postfach, 4002 Basel
www.spedlogswiss.com

PUBLICITÉ SUISSE PS
Kappelergasse 14, Postfach 3021,
8022 Zürich
www.sw-ps.ch

SWICO
Hardturmstrasse 103, 8005 Zürich
www.swico.ch

SWISS ASSOCIATION OF TRUST COMPANIES SATC
Neugasse 12, Postfach 616, 6301 Zug
www.satc.ch

SWISS BIOTECH ASSOCIATION
Wengistrasse 7, 8004 Zürich
www.swissbiotech.org

SWISS CIGARETTE
Kapellenstrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern
www.swiss-cigarette.ch

SWISS CONVENIENCE FOOD ASSOCIATION
Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.swissconvenience.ch

SWISS ENGINEERING STV
Weinbergstrasse 41, 8006 Zürich
www.swissengineering.ch

SWISS FUNDS & ASSET MANAGEMENT ASSOCIATION SFAMA
Dufourstrasse 49, Postfach, 4002 Basel
www.sfama.ch

SWISS PLASTICS
Schachenallee 29C, 5000 Aarau
www.swiss-plastics.ch

SWISS RETAIL FEDERATION SRF
Bahnhofplatz 1, Postfach 575, 3000 Bern 7
www.swiss-retail.ch

SWISS SHIPPERS' COUNCIL
1, place de la Riponne, Case postale 1346,
1001 Lausanne
www.swiss-shippers.ch

SWISS TEXTILES – TVS
Beethovenstrasse 20, Postfach 2900
8022 Zürich
www.swisstextiles.ch

SWISSCABLE ASSOCIATION DE RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATION
Kramgasse 5, Postfach 515, 3000 Bern 8
www.swisscable.ch

SWISSCHAM ASSOCIATION OF SWISS FOREIGN TRADE CHAMBERS
Wiesenstrasse 10, Postfach 1073, 8032 Zürich
www.swisscham.ch

SWISSELECTRIC
Seilerstrasse 3, Postfach 7950, 3001Bern
www.swisselectric.ch

SWISSHOLDINGS FÉDÉRATION DES GROUPES INDUSTRIELS ET DE SERVICES EN SUISSE
Nägeligasse 13, Postfach 402, 3000 Bern 7
www.swissholdings.ch

SWISSMEM
Pfingstweidstrasse 102, Postfach,8037 Zürich
www.swissmem.ch

SWISSOLIO
Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/de/associations/4

SWISSPASTA
Breitenstrasse 2C, Postfach 373,
8501 Frauenfeld
www.fial.ch/de/associations/17

SWISSPLAY ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DES AUTOMATES DE JEU
Bahnhofzentrum, Postfach 10,
3186 Düdingen
www.swiss-play.ch

Membres

SWISSRAIL INDUSTRY ASSOCIATION
Effingerstrasse 8, 3001 Bern
www.swissrail.com

USIC UNION SUISSE DES SOCIÉTÉS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
Effingerstrasse 1, Postfach 6916, 3001 Bern
www.usic.ch

ASSOCIATION SUISSE DES PROPRIÉTAIRES D'EMBRANCHEMENTS PARTICULIERS ET DE WAGONS PRIVÉS
Postfach 31, 8142 Uitikon Waldegg
www.cargorail.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE GRAPHIQUE SUISSE
Schosshaldenstrasse 20, 3006 Bern
www.vsd.ch

ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE GAZIÈRE
Grütlistrasse 44, Postfach, 8027 Zürich
www.erdgas.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DU FROMAGE FONDU
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.fial.ch/de/associations/11

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DE LA CELLULOSE, DU PAPIER ET DU CARTON
Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.zpk.ch

ASSOCIATION SUISSE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
Bahnhofplatz 1, 3011 Bern
www.vsv-versandhandel.ch

MÉDIAS SUISSES
Konradstrasse 14, Postfach 1202, 8021 Zürich
www.schweizermedien.ch

ASSOCIATION DES RADIOS PRIVÉES SUISSES – VSP
Speichergasse 37, 3011 Bern
www.vsp-asrp.ch

ASSOCIATION DES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES SUISSES
Hintere Bahnhofstrasse 10, Postfach,
5001 Aarau
www.vse.ch

ASSOCIATION SUISSE DES ENTREPRISES À SUCCURSALES
Löwenstrasse 61, Postfach, 8021 Zürich
www.vsf-schweiz.ch

ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES DE GLACES ET CRÈMES GLACÉES
Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.glacesuisse.ch

ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES DE SOUPES ET SAUCES
Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/de

UNION DES BANQUES CANTONALES SUISSES
Wallstrasse 8, Postfach, 4002 Basel
www.vskb.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BANQUES DE CRÉDIT ET ÉTABLISSEMENTS DE FINANCEMENT
Uraniastrasse 12, Postfach 3228, 8021 Zürich
www.vskf.org

ASSOCIATION SUISSE DES SOURCES D'EAUX MINÉRALES ET DES PRODUCTEURS DE SOFT-DRINKS
Engimattstrasse 11, Postfach 2124,
8027 Zürich
www.mineralwasser.ch

FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES
Hotelgasse 1, Postfach, 3000 Bern 7
www.swiss-schools.ch

ASSOCIATION SUISSE DES GÉRANTS DE FORTUNE ASG
Bahnhofstrasse 35, 8001 Zürich
www.vsv-asg.ch

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS SUISSES DE PUBLICITÉ ASSP
22, avenue Mon-Repos, Case postale 5000,
1002 Lausanne
www.vsw-assp.ch

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ANONYMES PRIVÉES
St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879,
4002 Basel
www.vpag.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE SUISSE
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.milchindustrie.ch

GROUPEMENT DES VERRERIES SUISSES
Schützenmattstrasse 48, Postfach,
8180 Bülach

ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES D'ALIMENTS DIÉTÉTIQUES ET SPÉCIAUX
Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/de/associations/1

VEREINIGUNG SCHWEIZERISCHER UNTERNEHMEN IN DEUTSCHLAND – VSUD
Hirzbodenweg 95, 4052 Basel
www.vsud.ch

VIPS ASSOCIATION DES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES EN SUISSE
Baarerstrasse 2, Postfach 4856, 6304 Zug
www.vips.ch

VISCOM ASSOCIATION SUISSE POUR LA COMMUNICATION VISUELLE
Speichergasse 35, Postfach 678, 3000 Bern 7
www.viscom.ch

VQF VEREIN ZUR QUALITÄTSSICHERUNG VON FINANZDIENSTLEISTUNGEN
Baarerstrasse 112, Postfach, 6302 Zug
www.vqf.ch

MEMBRES INDIVIDUELS ET AUTRES ORGANISATIONS

ACCENTURE AG
Fraumünsterstrasse 16, Postfach,
8022 Zürich
www.accenture.ch

ADECCO MANAGEMENT & CONSULTING SA
Sägereistrasse 10, Postfach, 8152 Glattbrugg
www.adecco.com

ALPIQ HOLDING AG
Bahnhofquai 12, 4601 Olten
www.alpiq.com

AXPO HOLDING AG
Parkstrasse 23, Postfach, 5401 Baden
www.axpo.ch

BIBUS HOLDING AG
Allmendstrasse 26, 8320 Fehraltorf
www.bibus.ch

BKW ENERGIE AG
Viktoriaplatz 2, Postfach, 3000 Bern 25
www.bkw.ch

CEMBRA MONEY BANK AG
Bändliweg 20, Postfach, 8048 Zürich
www.cembra.ch

CHEMOLIO HOLDING AG
Seehofstrasse 6, 8008 Zürich

CHOCOLADEFABRIKEN LINDT & SPRÜNGLI (INTERNATIONAL) AG
Seestrasse 204, 8802 Kilchberg
www.lindt.com

CLEAR CHANNEL SUISSE SA
Rothusstrasse 2b, 6331 Hünenberg
www.clearchannel.ch

CLS COMMUNICATION AG
Sägereistrasse 33, 8152 Glattbrugg
www.cls-communication.com

COMPARIS.CH AG
Stampfenbachstrasse 48, 8006 Zürich
www.comparis.ch

CONSTELLIUM
Max Högger-Strasse 6, Postfach 1907,
8048 Zürich
www.constellium.com

DESCO VON SCHULTHESS HOLDING AG
Brandschenkestrasse 2, 8001 Zürich

DKSH HOLDING AG
Wiesenstrasse 8, Postfach 888, 8034 Zürich
www.dksh.com

EBAY INTERNATIONAL AG
Helvetiastrasse 15/17, Postfach 133,
3000 Bern 6
www.ebay.com

F. HOFFMANN-LA ROCHE AG
Postfach, 4070 Basel
www.roche.com

FIRMENICH SA
7, rue de la Bergère, Case postale 148,
1217 Meyrin
www.firmenich.com

FRUTIGER AG
Frutigenstrasse 37, Postfach 2160, 3601 Thun
www.frutiger.com

GALENICA AG
Untermattweg 8, Postfach, 3001 Bern
www.galenica.ch

GIVAUDAN SUISSE SA
5, chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier
www.givaudan.com

GOOGLE SWITZERLAND GMBH
Brandschenkestrasse 110, 8002 Zürich
www.google.ch

HAPIMAG AG
Neuhofstrasse 8, 6349 Baar
www.hapimag.com

IBM SUISSE SA
Vulkanstrasse 106, Postfach, 8010 Zürich
www.ibm.com

IMPLENIA SA
Industriestrasse 24, 8305 Dietlikon
www.implenia.com

KABELWERKE BRUGG AG
Industriestrasse 21, 5201 Brugg
www.brugg.com

KPMG AG
Badenerstrasse 172, Postfach, 8026 Zürich
www.kpmg.com

KUDELSKI GROUP
22, route de Genève, Case postale 134,
1033 Cheseaux-sur-Lausanne
www.nagra.com

MAUS FRÈRES SA
6, rue de Cornavin, Case postale 1880,
1211 Genève 1
www.maus.ch

MCKINSEY & COMPANY, INC. SWITZERLAND
Bleicherweg 30, 8002 Zürich
www.mckinsey.ch

MICROSOFT SCHWEIZ GMBH
Richtistrasse 3, 8304 Wallisellen
www.microsoft.com/switzerland

PFISTER MEUBLES SA
Bernstrasse Ost 49, Postfach, 5034 Suhr
www.pfister.ch

NESTLÉ SUISSE SA
10, rue d'Entre-deux-Villes, Case postale 352,
1800 Vevey
www.nestle.ch

NOVARTIS INTERNATIONAL SA
Postfach, 4002 Basel
www.novartis.com

OMYA (SUISSE) SA
Baslerstrasse 42, Postfach 32, 4665 Oftringen
www.omya.com

PHILIP MORRIS INTERNATIONAL MANAGEMENT SA
50, avenue de Rhodanie, Case postale 1171,
1007 Lausanne
www.philipmorrisinternational.com

PRICEWATERHOUSECOOPERS SA
Birchstrasse 160, Postfach, 8050 Zürich
www.pwc.ch

GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN
Seefeldstrasse 214, 8008 Zürich
www.hirslanden.ch

PROCTER & GAMBLE EUROPE SA
47, route de Saint-Georges,
1213 Petit-Lancy 1
www.pg.com

ROLAND BERGER AG
Holbeinstrasse 22, 8008 Zürich
www.rolandberger.ch

SCHUBARTH + CO AG
Lange Gasse 90, Postfach, 4002 Basel
www.schubarth.ch

SGS SA
1, place des Alpes, Case postale 2152,
1211 Genève 1
www.sgs.com

SIX GROUP AG
Selnaustrasse 30, Postfach 1758, 8021 Zürich
www.six-group.com

FONDATION PME NEXT
Schwarztorstrasse 26, Postfach, 3001 Bern
www.kmunext.ch

SUNRISE COMMUNICATIONS SA
Binzmühlestrasse 130, 8050 Zürich
www.sunrise.ch

SWISS INTERNATIONAL AIR LINES SA
Postfach, 4002 Basel
www.swiss.com

SWISSCOM SA
Alte Tiefenaustrasse 6, Postfach,
3048 Worblaufen
www.swisscom.com

TRANSOCEAN LTD.
Turmstrasse 30, 6300 Zug
www.deepwater.com

VALE INTERNATIONAL SA
29, route de Pallatex, 1162 St-Prex
www.vale.com

VOLKSWIRTSCHAFTSDIREKTION DES KANTONS ZÜRICH
Walchestrasse 19, Postfach, 8090 Zürich
www.awa.zh.ch

WORLD ECONOMIC FORUM WEF
91–93, route de la Capite, 1223 Cologny
www.weforum.org

Comité directeur

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

PRÉSIDENT

1 HEINZ KARRER, président, economiesuisse, Zurich

VICE-PRÉSIDENTS

2 HANS HESS, président, Swissmem, Zurich

3 PATRICK ODIER, président, Association suisse des banquiers, Bâle

4 CHRISTOPH MÄDER, membre de la direction du groupe, Syngenta International SA, Bâle

TRÉSORIER

5 URS BERGER, président, Association Suisse d'Assurances, Zurich

AUTRES MEMBRES

6 ANDREAS BURCKHARDT, président du conseil d'administration, Bâloise Holding SA, Bâle

7 LUKAS GÄHWILER, CEO d'UBS Suisse, UBS SA, Zurich

8 WERNER HUG, délégué du conseil d'administration, Hug AG, Malters

9 GOTTLIEB A. KELLER, président, scienceindustries, Zurich

10 CHRISTOPH LINDENMEYER, président du conseil d'administration, Schindler Management SA, Ebikon

11 HANSUELI LOOSLI, président du conseil d'administration, Swisscom SA, Worblaufen

12 HANSPETER RENTSCH, membre de la direction du groupe, The Swatch Group Ltd, Biel/Bienne

13 BERNARD RÜEGER, président, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Lausanne

14 ROLF SOIRON, président du conseil d'administration, Lonza Group SA, Bâle

15 OLIVIER STEIMER, président du conseil d'administration, Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne

16 CHRISTOPH TOBLER, CEO, Sefar Holding SA, Thal

17 VALENTIN VOGT, président, Union patronale suisse, Zurich

18 ANDREW WALO, président, swisselectric, Baden

19 ANDREAS ZÜLLIG, président, hotelleriesuisse, Berne

Comité

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

MEMBRES

1 MICHAEL AGORAS, chief executive officer, Adecco Human Resources SA, Glattbrugg

2 PH. OLIVIER BURGER, président du conseil d'administration, PKZ Burger-Kehl & Co. AG, Urdorf

3 DOMINIK BÜRGY, président, EXPERTsuisse, Zurich

4 CHRISTIAN CASAL, directeur, McKinsey & Company, Inc. Switzerland, Zurich

5 ALEARDO CATTANEO, CEO et président du conseil d'administration, Ferriere Cattaneo SA, Giubiasco

6 FELIX R. EHRAT, group general counsel, Novartis International SA, Bâle

7 CAROLINE FORSTER, CEO, Inter-Spitzen AG, St-Gall

8 DAVID P. FRICK, directeur corporate governance and compliance, Nestlé SA, Vevey

9 PATRICK FROST, CEO, Swiss Life Holding SA, Zurich

10 BRUNO GEHRIG, président du conseil d'administration, Swiss International Air Lines SA, Zurich aéroport

11 SIEGFRIED GERLACH, CEO et délégué du conseil d'administration, Siemens Suisse SA, Zurich

12 ROLF HARTL, président, Union pétrolière, Zurich

13 ALBERT KAUFMANN, general counsel, member of the group's management committee, Richemont International SA, Bellevue

14 CHRISTIAN KELLER, président du conseil d'administration, IBM Suisse SA, Zurich

15 DANIEL KNECHT, président, Aargauische Industrie- und Handelskammer, Aarau

16 DOMINIK KOECHLIN, président du conseil d'administration, Sunrise Communication Group SA, Zurich, décédé le 17 juillet 2015

17 THEDA KÖNIG HOROWICZ, general counsel, Rolex SA, Genève

18 ANDREAS KOOPMANN, président du conseil d'administration, Georg Fischer SA, Schaffhouse

19 ANDRÉ KUDELSKI, président et CEO, Kudelski Group, Cheseaux-sur-Lausanne

20 FRANÇOIS LAUNAZ, président, autosuisse, Berne

21 AXEL P. LEHMANN, chief risk officer, Zurich Insurance Group Ltd, Zurich

22 KARIN LENZLINGER, présidente, Zürcher Handelskammer, Zurich

23 ULRICH JAKOB LOOSER, partenaire, BLR & Partners SA, Thalwil

24 BERNHARD LUDWIG, président, Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne UCI

25 REMO LÜTOLF, président de la direction, ABB Suisse SA, Baden

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

Handelskammer Zentralschweiz, Lucerne

26 ALAIN MARIETTA, président, Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie, Neuchâtel

27 BLAISE MATTHEY, directeur général, Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER), Genève

28 DIDIER MAUS, président, Maus Frères SA, Genève

29 ROGER NEININGER, président du conseil d'administration, KPMG Suisse, Zurich

30 MARKUS R. NEUHAUS, président du conseil d'administration, PricewaterhouseCoopers SA, Zurich

31 RUEDI NOSER, Noser Management AG, Zurich

32 SILVIO PONTI, membre de la direction du groupe, Sika Services SA, Zurich

33 JEAN-MARC PROBST, président, Commerce Suisse, Bâle

34 URS ROHNER, chairman of the Board, Credit Suisse Group SA, Zurich

35 KURT ROHRBACH, président, Association des entreprises électriques suisses, Aarau

36 HUUB SAVELKOULS, vice president fiscal affairs & international trade, Philip Morris International Management SA, Lausanne

37 MARTIN SCHMID, président, Association suisse de l'industrie gazière, Coire / Zurich

38 MARTIN SCHOLL, CEO / président de la direction générale, Zürcher Kantonalbank, Zurich

39 ROLF SCHWEIGER, président, Fédération des Industries Alimentaires Suisses FIAL, Berne

40 THOMAS STAEHELIN, président, Handelskammer beider Basel, Bâle

41 JASMIN STAIBLIN, CEO, ALPIQ Holding SA, Lausanne

42 FRANZISKA A. TSCHUDI SAUBER, CEO et déléguée du Board of Directors, WICOR

Holding AG, Rapperswil

43 KASPAR E.A. WENGER, CEO, Holcim (Suisse) SA, Zurich

44 JÜRG WERNER, président du conseil d'administration, V-ZUG SA, Zoug

45 HANS WICKI, président, Industrie- und

46 DR OLE WIESINGER, CEO, Hirslanden SA, Zurich

47 SILVAN WILDHABER, CEO, Filtex SA, St-Gall

Commissions et groupes de travail

ÉCONOMIE EXTÉRIEURE

CHRISTOPH LINDENMEYER
Président

JAN ATTESLANDER

GROUPE DE TRAVAIL GRECO
Jan Atteslander

GROUPE DE TRAVAIL OMC
Jan Atteslander

GROUPE DE TRAVAIL DOUANE ET RÈGLES D'ORIGINE
Sandra Ruckstuhl

GROUPE AD HOC ALE INDE
Jan Atteslander

GROUPE AD HOC ALE RUBEKA
Jan Atteslander

GROUPE DE COORDINATION MATIÈRES PREMIÈRES
Marc Engelhard

QUESTIONS DE CONCURRENCE

WERNER HUG
Président

THOMAS PLETSCHER

GROUPE DE TRAVAIL PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL «SWISSNESS»
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL DROITS D'AUTEUR
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL SANTÉ
Fridolin Marty

RÉGLEMENTATION

DAVID P. FRICK
Président

ERICH HERZOG

COMITÉ DE LA COMMISSION RÉGLEMENTATION
David P. Frick (président)
Erich Herzog

GROUPE DE TRAVAIL RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS FINANCIERS
Erich Herzog

GROUPE DE TRAVAIL PROTECTION DES DONNÉES
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
Thomas Teichmüller

GROUPE DE TRAVAIL RSE
Thomas Pletscher

ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

REMO LÜTOLF
Président

KURT LANZ

GROUPE DE TRAVAIL POLITIQUE CLIMATIQUE
Kurt Lanz

GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE, TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT
Sarah Frey

GROUPE DE TRAVAIL MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ
Kurt Lanz

GROUPE DE TRAVAIL PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
Kurt Lanz

FINANCES ET FISCALITÉ

THOMAS STAEHELIN
Président

FRANK MARTY

GROUPE DE TRAVAIL TVA
Frank Marty

GROUPE DE TRAVAIL RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES
Frank Marty

GROUPE DE TRAVAIL ÉCHANGE DE DONNÉES FINANCIÈRES À DES FINS FISCALES
Sandra Spieser

FORMATION ET RECHERCHE

ULRICH JAKOB LOOSER
Président

RUDOLF MINSCH

GROUPE DE TRAVAIL FORMATION ET SCOLARITÉ OBLIGATOIRE
Stefan Vannoni

INFRASTRUCTURES

HANSUELI LOOSLI
Président

KURT LANZ

GROUPE DE TRAVAIL AVIATION
Kurt Lanz

GROUPE DE TRAVAIL POSTE
Sarah Frey

GROUPE DE TRAVAIL RAIL ET ROUTE
Marcus Hassler

GROUPE DE TRAVAIL TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TIC
Kurt Lanz

COMMUNICATION

COMITÉ DE PILOTAGE GROUPES DE TRAVAIL CAMPAGNES
Roberto Colonnello

SUISSE ROMANDE

FORUM ROMAND
Cristina Gaggini

COMITÉ ROMAND
Cristina Gaggini

Conférence des directeurs d'association et des chefs d'entreprise

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

PRÉSIDENCE

1 **MONIKA RÜHL,** présidente de la direction, economiesuisse

MEMBRES

2 **LUCA ALBERTONI,** directeur, Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino

3 **CLAUDINE AMSTEIN,** directrice, Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie

4 **PETER DIETRICH,** directeur, Swissmem

5 **LUCIUS DÜRR,** directeur, Association Suisse d'Assurances

6 **MICHAEL FRANK,** directeur, Association des entreprises électriques suisses

7 **MAX FRITZ,** directeur, Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen IGEB

8 **LORENZ HIRT,** co-directeur, Fédération des industries alimentaires suisses FIAL

9 **CHRISTOPH JUEN,** CEO, hotelleriesuisse

10 **ANDREAS KAELIN,** directeur, ICTSwitzerland

11 **MARIUS KLAUSER,** directeur, EXPERTsuisse

12 **DANIEL LEHMANN,** directeur, Société Suisse des Entrepreneurs

13 **ANASTASIA LI-TREYER,** directrice, Promarca Union suisse de l'article de marque

14 **PETER LÜSCHER**, directeur, Aargauische Industrie- und Handelskammer AIHK

15 **CLAUDE-ALAIN MARGELISCH,** président de la direction, Association suisse des banquiers

16 **BEAT MOSER,** directeur, scienceindustries

17 **ROLAND A. MÜLLER,** directeur, Union patronale suisse (invité)

18 **JEAN-DANIEL PASCHE,** président, Fédération de l'industrie horlogère suisse FH

19 **VINCENT RIESEN,** directeur, Chambre valaisanne de commerce et d'industrie

20 **FRANZ A. SALADIN,** directeur, Handelskammer beider Basel

21 **GEORGES SPICHER,** directeur, cemsuisse

22 **ADRIAN WYSS,** directeur, Swiss Retail Federation SRF

Direction

1 **ROBERTO COLONNELLO,** responsable Campagnes

2 **MICHAEL WIESNER,** responsable Communication

3 **THOMAS PLETSCHER,** responsable Concurrence et réglementation, ICC

4 **RUDOLF MINSCH,** responsable Politique économique générale et formation / chef économiste

5 **MONIKA RÜHL,** présidente de la direction

6 **CRISTINA GAGGINI,** directrice romande

7 **KURT LANZ,** responsable Infrastructures, énergie et environnement

8 **FRANK MARTY,** responsable Finances et fiscalité

9 **JAN ATTESLANDER,** responsable Économie extérieure

→ Contacts nationaux et internationaux

Agence de l'énergie pour l'économie

L'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) est le partenaire clé pour une politique climatique et d'efficacité énergétique adaptée aux besoins des entreprises. Elle conseille et accompagne des sociétés de toutes les branches et de toutes tailles dans leurs efforts de réduction des émissions de CO_2 et d'accroissement de leur efficacité énergétique. L'AEnEC se focalise sur des mesures économiquement rentables et taillées en fonction des spécificités de chaque entreprise. En participant au système de gestion énergétique de l'AEnEC, les entreprises satisfont en outre les obligations légales introduites par la Confédération (lois sur le CO_2 et l'énergie) et les cantons (article sur les gros consommateurs). Les quelque 3000 entreprises qui utilisent des produits et outils de l'AEnEC pour gérer leur énergie apportent une contribution décisive au respect des objectifs de politique climatique et énergétique de la Suisse.

L'AEnEC tire un bilan positif de la première période d'application de la loi sur le CO_2. Celle-ci a obligé l'économie à réduire ses émissions de CO_2 liées à l'utilisation de combustibles fossiles de 15 % par rapport à 1990. Par la mise en œuvre de mesures rentables, les entreprises ont globalement fait reculer les émissions de pas moins de 25 %. Elles l'ont fait grâce à la mise en place rigoureuse de mesures d'optimisation de l'efficacité rentables. Les entreprises qui participent au système de gestion énergétique de l'AEnEC ont donc nettement dépassé leurs objectifs en termes de réduction.

Avec ses produits, services et outils certifiés ISO 50001 et reconnus par la Confédération, l'AEnEC est idéalement placée pour soutenir les entreprises. En tant que partenaire de l'économie, elle poursuivra la mise en œuvre des législations sur le CO_2 et sur l'énergie de manière engagée, afin que l'économie atteigne ses objectifs en termes de CO_2 et d'efficacité énergétique pour la période de 2013 à 2020.

Un instrument éprouvé de l'économie

La législation suisse actuelle soutient le modèle des conventions d'objectifs contraignantes mis en place par les milieux économiques. Cet instrument renferme toujours un grand potentiel. Dans la mesure où elles créent les bonnes incitations, ces conventions d'objectifs sont plus intéressantes qu'une pure taxe d'incitation sous les angles économique et écologique. Aussi faut-il espérer que leur champ d'application sera étendu et non restreint. Ceci afin d'atteindre l'objectif visé de manière avantageuse, efficace et en partenariat.

Plus d'informations sur l'Agence de l'énergie pour l'économie : www.enaw.ch

BUSINESSEUROPE

L'association faîtière de l'économie européenne, BUSINESSEUROPE, défend les intérêts de 41 fédérations industrielles et d'employeurs dans plus de 35 pays européens. economiesuisse et l'Union patronale suisse en sont membres à part entière.

→ Sièges

ZURICH

RESPONSABLE : MONIKA RÜHL

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

Téléphone : + 41 44 421 35 35

Fax : + 41 44 421 34 34

info@economiesuisse.ch

www.economiesuisse.ch

BERNE

RESPONSABLE : SUSANNE BRUNNER

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach 304
CH-3000 Bern

Téléphone : + 41 31 311 62 96

Fax : + 41 31 312 53 50

bern@economiesuisse.ch

LUGANO

RESPONSABLE : ANGELO GENINAZZI

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

Téléphone : + 41 91 922 82 12

Fax : + 41 91 923 81 68

lugano@economiesuisse.ch

www.economiesuisse.ch/it

Sa large assise fait de BUSINESSEUROPE la voix de l'économie en Europe. Cette association travaille à promouvoir des réformes législatives du droit économique favorables à la croissance et à l'intégration des marchés. Enfin, elle s'engage pour l'efficacité des pouvoirs publics, la lutte contre le protectionnisme, une politique énergétique durable et des réformes des systèmes sociaux européens. Via son bureau de Bruxelles, economiesuisse est étroitement liée à BUSINESSEUROPE et échange régulièrement avec des représentants d'entreprises de tous les États membres de l'UE. Au cours de l'année écoulée, l'accès direct à l'organisation faîtière européenne était particulièrement important au vu de la situation difficile en matière de politique européenne.

Plus d'informations sur BUSINESSEUROPE :
www.businesseurope.eu

ICC

Créée en 1919, la Chambre de commerce internationale (ICC) représente les intérêts de l'ensemble de l'économie privée à l'échelle mondiale. Elle s'emploie à suivre et influencer le développement des différentes réglementations internationales. ICC élabore également des normes et des règles destinées à faciliter les transactions commerciales internationales. Ses institutions indépendantes, comme la Cour internationale d'arbitrage, mais aussi les services de prévention des délits commerciaux « Commercial Crime Service », facilitent les échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Seize commissions d'experts représentant tous les secteurs économiques travaillent dans le monde à la mise en place de conditions-cadre favorables aux entreprises. Le point d'orgue de l'année 2014 a été le Geneva Business Dialogue, pour lequel des représentants d'ICC du monde entier ont convergé à Genève. Thomas Wellauer, le président d'ICC Switzerland est membre de l'Executive Board au niveau mondial. Les contacts avec les agences de l'ONU sont étroits: economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Switzerland. Cela garantit l'accès d'entreprises suisses actives à l'international à ce réseau global. ICC Switzerland est en outre l'organisation hôte du Pacte mondial, qui sera renforcé en 2015 grâce à un « partenariat public-privé » avec la Confédération, mais reste domicilié auprès d'ICC Switzerland.

Plus d'informations sur ICC :
www.icc-switzerland.ch

BIAC

Le Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC) a pour mission la défense des intérêts des milieux économiques auprès de l'OCDE. Fondé en 1962 en même temps que l'OCDE, le BIAC est soutenu par les associations faîtières économiques et par les organisations d'employeurs de tous les pays membres. La Suisse y est représentée via economiesuisse et l'Union patronale suisse. ICC comme BIAC donnent à l'économie suisse la possibilité d'exercer son influence à l'échelle internationale. Dans une période où la réglementation augmente en raison de la crise financière, ces organes offrent un moyen important de faire entendre la voix de l'économie suisse.

Plus d'informations sur le BIAC :
www.biac.org

GENÈVE

RESPONSABLE : CRISTINA GAGGINI

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

Téléphone : + 41 22 786 66 81

Fax: + 41 22 786 64 50

geneve@economiesuisse.ch

www.economiesuisse.ch/fr

BRUXELLES

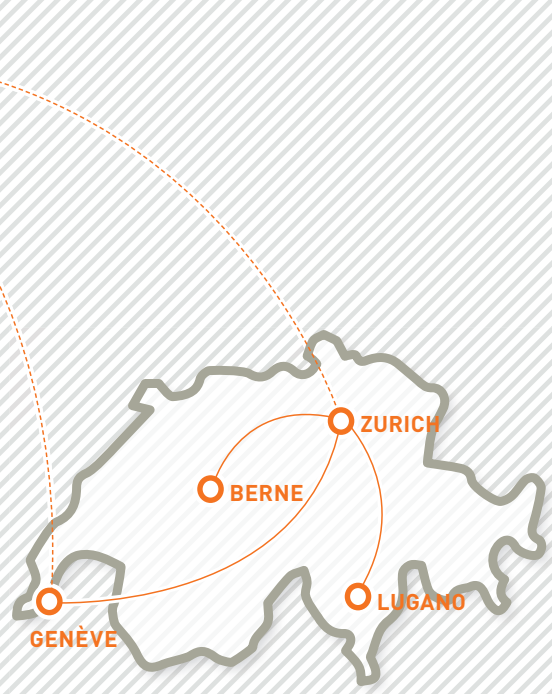
RESPONSABLE : FRANÇOIS BAUR

economiesuisse
Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenbergh
B-1000 Bruxelles

Téléphone : + 32 2 280 08 44

Fax: + 32 2 280 06 99

bruxelles@economiesuisse.ch



Activités de juillet 2014 à juin 2015

POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

DOSSIERPOLITIQUE

Politique monétaire
Pas de « chaînes en or » pour notre Banque nationale (1er septembre 2014)

Politique monétaire
Franc fort: renforcer la place économique suisse (2 février 2015)

Politique monétaire
Franc fort: des propositions concrètes pour améliorer les conditions-cadre (27 mai 2015)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Politique de croissance
Les critiques de la croissance examinées sous toutes les coutures (15 août 2014)

Politique économique générale
Non à trois initiatives populaires nuisibles (14 novembre 2014)

Politique économique générale
Ecopop: un refus important pour une initiative dangereuse (30 novembre 2014)

Conjoncture
Soutenir les exportations. L'économie intérieure a passé un pic de croissance (1er décembre 2014)

Politique monétaire
Fin inattendue du taux plancher: l'économie suisse est très inquiète (15 janvier 2015)

Politique économique générale
Les employeurs veulent mobiliser le potentiel autochtone (21 janvier 2015)

Politique économique générale
Sécuriser l'attractivité de la place économique suisse sur le long terme. Conférence de presse annuelle: agenda politico-économique 2015 (2 février 2015)

Conjoncture
Le cours de change freine l'économie: taux de croissance faible et ambiance de récession (10 mars 2015)

Politique économique générale
Une multitude de petites mesures contre le franc fort (27 mai 2015)

PRISES DE POSITION/ÉTUDES

Politique monétaire
Pourquoi faut-il de la croissance ? Mythes, faits et réflexions sur l'évolution économique de la Suisse (15 août 2014)

Politique économique générale
Nous tous. La société, l'économie et l'État (16 juin 2015)

MANIFESTATIONS

Rencontre avec les médias:
L'économie doit-elle continuer de croître ? (14 août 2014)

Conférence de presse:
Situation économique et perspectives conjoncturelles 2015 (1er décembre 2014)

Conférence de presse annuelle d'economiesuisse
(2 février 2015)

Conférence de presse téléphonique:
Perspectives conjoncturelles 2015: point de la situation après la levée du taux plancher avec l'euro (10 mars 2015)

CONSULTATIONS

Politique économique générale, politique en matière d'aménagement du territoire
Encouragement du secteur de l'hébergement (16 octobre 2014)

Politique économique générale
Prise de position sur le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative populaire « Pour la sécurité alimentaire » (14 avril 2015)

Économie extérieure, politique économique générale
Mise en œuvre de l'art. 121a Cst.: position d'economiesuisse (29 mai 2015)

Politique économique générale
Train d'ordonnances agricoles d'automne 2015 (19 juin 2015)

ÉCONOMIE EXTÉRIEURE

DOSSIERPOLITIQUE

Relations bilatérales, douanes et règles d'origine
Accord de libre-échange avec la Chine: un jalon important pour les exportateurs suisses (1er juillet 2014)

Relations bilatérales, Suisse-UE
Politique européenne de la Suisse: décryptage de l'apport des accords bilatéraux (28 avril 2015)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Suisse-UE
Immigration: l'économie préconise une clause de protection et des efforts conjoints de la part des employeurs privés et publics (8 janvier 2015)

Suisse-UE
Le Conseil fédéral ne tient pas suffisamment compte des intérêts globaux de l'économie (11 février 2015)

Douanes et règles d'origine, politique économique générale
Pas de barrières douanières pour la viande assaisonnée (18 mars 2015)

Suisse-UE
Immigration : les entreprises ont besoin d'une solution tenant compte des besoins de l'économie et des accords avec l'Europe (29 mai 2015)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Relations bilatérales, Suisse-UE
Top Secret – La Suisse, c'est aussi beaucoup d'Europe (avril 2015)

MANIFESTATION À BRUXELLES

Suisse-UE
« Happy Swiss Hour », espace de réseautage destiné à des représentants d'entreprises suisses et des représentations à Bruxelles et cadre propice aux contacts personnels avec des institutions européennes (Commission européenne, Conseil, Parlement) et des représentants d'organisations économiques européennes (3e mardi du mois)

CONSULTATIONS

Économie extérieure, Suisse-UE
Développement politico-économique des États d'Europe orientale: important pour les entreprises suisses (1er avril 2015)

Économie extérieure, Suisse-UE
Convention de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, approbation du MCAA et loi sur l'échange automatique de renseignements (22 avril 2015)

La Suisse et l'économie mondiale
Ordonnance sur le contrôle de l'origine licite des produits de la pêche importés (30 avril 2015)

FORMATION ET RECHERCHE

DOSSIERPOLITIQUE

Recherche et technologies
«Horizon 2020», indispensable pour la Suisse (8 décembre 2014)

Hautes écoles, formation
Initiative sur les bourses d'études: le mauvais chemin vers l'égalité des chances (30 mars 2015)

CONFÉRENCE DE PRESSE

Nouvelles lignes directrices de la politique de formation, de recherche et d'innovation (1er octobre 2014)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Recherche et technologie
Investissements privés record dans la recherche et le développement en Suisse (28 août 2014)

Formation
L'économie favorable à une différenciation accrue des universités et des hautes écoles (1er octobre 2014)

PRISES DE POSITION/ÉTUDES

Recherche et technologies
La recherche et le développement dans l'économie privée en Suisse 2012 (28 août 2014)

Formation
Politique de formation, de recherche et d'innovation: lignes directrices de l'économie (1er octobre 2014)

INFRASTRUCTURES, ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

INFRASTRUCTURES

DOSSIERPOLITIQUE

Route
Préparer les routes suisses pour l'avenir (18 août 2014)

Infrastructures, aviation
Les liaisons aériennes, un atout important pour une place économique (23 mars 2015)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Infrastructures
«Transport de marchandises Suisse 2030»: clairvoyance à 360° demandée (29 octobre 2014)

Infrastructures, route, rail
Transport de marchandises: aux milieux politiques d'agir (19 février 2015)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Logistique et transport de marchandises: les solutions de l'économie pour une Suisse forte et interconnectée (février 2015)

CONSULTATIONS

Télécommunications / informatique
Audition sur la révision partielle de la LRTV et la modification de la concession SSR (18 août 2014)

Rail
Prise de position sur les adaptations d'ordonnances dans le cadre de la réforme du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) (30 mars 2015)

Infrastructures, rail
Révision 2017 du prix du sillon: modification de l'ordonnance sur l'accès au réseau ferroviaire (7 avril 2015)

Politique économique générale, desserte de base, politique agricole
Prise de position sur le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire» (14 avril 2015)

ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

DOSSIERPOLITIQUE

Énergie et environnement
Énergie: incitations judicieuses plutôt que des subventions inefficaces (3 novembre 2014)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Énergie et environnement, fiscalité
economiesuisse recommande de voter 2 x non (16 février 2015)

Taxation de l'énergie
Un signal important pour l'industrie suisse (8 mars 2015)

Taxation de l'énergie, fiscalité
Des incitations ciblées à la place de subventions inefficaces (13 mars 2015)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Énergie et environnement
Ressourceneffizienz in der Schweizer Wirtschaft (étude en allemand avec résumé en français) (10 avril 2015)

CONSULTATIONS

Énergie et environnement
Modification de l'ordonnance sur l'énergie: rétribution à prix coûtant du courant injecté, gestion de la liste d'attente, marquage du courant et promotion (9 juillet 2014)

Énergie et environnement
Énergie: le modèle de prescription cantonal va au-delà de l'objectif (18 août 2014)

Énergie et environnement, ouverture du marché de l'électricité
L'économie salue la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité (26 janvier 2015)

Énergie et environnement, approvisionnement énergétique
Stratégie Réseaux électriques (18 mars 2015)

Énergie et environnement
Réponse à la consultation sur l'ordonnance de Nagoya (ONag) (4 juin 2015)

Énergie et environnement, taxation de l'énergie, politique climatique
Audition relative à la disposition constitutionnelle concernant un système incitatif en matière climatique et énergétique (15 juin 2015)

Activités de juillet 2014 à juin 2015

CONCURRENCE ET RÉGLEMENTATION

CONCURRENCE

DOSSIERPOLITIQUE

Distorsions de concurrence causées par l'État
État et concurrence : laisser de la place à l'initiative privée (15 décembre 2014)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Marché de la santé, TVA
Décision réjouissante en faveur d'un système de santé axé sur la concurrence (28 septembre 2014)

Concurrence, distorsions de concurrence causées par l'État
Une boussole d'orientation politique pour plus de prospérité (12 décembre 2014)

Marché de la santé
Hôpital de demain: une sécurité des patients accrue à un coût nettement inférieur (21 mai 2015)

PRISES DE POSITION/ÉTUDES

Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise (29 septembre 2014)

Traits fondamentaux d'une gestion efficace de la conformité (29 septembre 2014)

Grundlagenbericht Prof. Karl Hofstetter (en allemand) (29 septembre 2014)

Staat und Wettbewerb (en allemand) (12 décembre 2014)

Marché de la sante
Étude et recommandations «Spital der Zukunft» : un projet commun de GS1 Suisse et economiesuisse (21 mai 2015)

Responsabilité sociale des entreprises : le point de vue des entreprises (19 juin 2015)

MANIFESTATION

Conférence de presse
Hôpital de demain (21 mai 2015)

CONSULTATIONS

Marché de la santé
Projet d'ordonnance dans le domaine des médicaments (23 juillet 2014)

Distorsions de concurrence causées par l'État
Non à une restriction du principe du Cassis de Dijon (6 août 2014)

Marché de la santé
L'économie s'oppose à un centre pour la qualité (4 septembre 2014)

Marché de la santé
Le gel des admissions de médecins a des conséquences négatives (10 octobre 2014)

Propriété intellectuelle, concurrence, réglementation
Consultation relative au droit d'exécution Swissness (20 octobre 2014)

Politique en matière de consommation, concurrence
Révision de l'ordonnance relative à la loi sur le crédit à la consommation (OLCC) (18 mars 2015)

Concurrence, réglementation
Communication concernant l'appréciation des accords verticaux dans le secteur automobile (11 mai 2015)

Concurrence
Révision de la loi et de l'ordonnance sur les marchés publics (30 juin 2015)

RÉGLEMENTATION

DOSSIERPOLITIQUE

Réglementation
Les actions collectives apportent peu et présentent des risques (6 octobre 2014)

Réglementation des marchés financiers
Marché financier: une réglementation modérée plutôt qu'une réorganisation complète (13 avril 2015)

Réglementation
Prévention ou censure ? Les interdictions publicitaires entravent la concurrence (29 mai 2015)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise
Le Code suisse révisé est en vigueur (29 septembre 2014)

Réglementation des marchés financiers, réglementation
Réforme de la réglementation des marchés financiers – excès de zèle (3 novembre 2014)

Réglementation
Prévoyance vieillesse: le Parlement doit restructurer (19 novembre 2014)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise
Délai de réflexion constructif pour la réforme du droit de la S.A. (17 mars 2015)

CONSULTATIONS

Réglementation
Loi fédérale sur la protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (17 juillet 2014)

Réglementation
Jeux d'argent sur un pied d'égalité (21 août 2014)

Réglementation
Réglementation excessive de la nouvelle loi sur le tabac (4 septembre 2014)

Réglementation
Non à une restriction du commerce automobile (12 septembre 2014)

Propriété intellectuelle, concurrence, réglementation
Consultation relative au droit d'exécution «Swissness» (20 octobre 2014)

Réglementation, réglementation des marchés financiers
Réforme de la réglementation des marchés financiers (31 octobre 2014)

Réglementation
Les marchés publics doivent devenir plus concurrentiels (19 décembre 2014)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise
Réponse à la consultation sur le droit de la S.A. (17 mars 2015)

Politique en matière de consommation, concurrence
Révision de l'ordonnance relative à la loi sur le crédit à la consommation (OLCC) (18 mars 2015)

Réglementation des marchés financiers
Révision totale de l'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA) (7 avril 2015)

Concurrence, réglementation
Communication concernant l'appréciation des accords verticaux dans le secteur automobile (11 mai 2015)

FINANCES ET FISCALITÉ

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Politique en matière d'aménagement du territoire, infrastructures
Utiliser la marge de manœuvre disponible pour l'aménagement du territoire (6 mars 2015)

Politique en matière d'aménagement du territoire
«bunt oder geregelt» – 450 Ideen der Bevölkerung für die ideale Stadt (1er avril 2015)

PRISES DE POSITION/ÉTUDES

Économie et territoire (6 mars 2015)

Résumé de l'Atlas du futur Nextsuisse (30 juin 2015)

MANIFESTATIONS

Camp du futur Nextsuisse (4 mars 2015)

Nextsuisse en tournée (plusieurs dates)

CONSULTATIONS

Politique en matière d'aménagement du territoire
Révision de la loi sur l'aménagement du territoire : consultation relative au projet pour la deuxième étape (18 mai 2015)

FINANCES

DOSSIERPOLITIQUE

Finances, redistribution
Fiches d'information : Importance accrue des recettes d'impôt sur les entreprises depuis 1990 (3 septembre 2014) ; Charge fiscale élevée en Suisse (18 décembre 2014)

Énergie et environnement, finances
Énergie: incitations judicieuses plutôt que des subventions inefficaces (3 novembre 2014)

Finances, finances publiques, fiscalité des entreprises
Finances fédérales: donner la priorité à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (17 novembre 2014)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Finances
Solution des associations faîtières pour garantir les rentes (15 janvier 2015)

CONSULTATION

Péréquation financière, finances
Rapport sur l'évaluation de l'efficacité 2012-2015 en lien avec la péréquation financière entre la Confédération et les cantons (1er juillet 2014)

FISCALITÉ

DOSSIERPOLITIQUE

Finances, finances publiques, fiscalité des entreprises
Finances fédérales: donner la priorité à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (17 novembre 2014)

Série de contributions sur la réforme de l'imposition des entreprises III (2014)

CONFÉRENCES DE PRESSE

Réforme de l'imposition des entreprises III (29 janvier 2015)

Initiative relative à l'impôt sur les successions: entreprises familiales suisses en danger (26 février 2015)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Fiscalité des entreprises
Renforcer la place économique, ni plus, ni moins – l'économie salue les propositions en vue de renforcer la compétitivité fiscale et demande une focalisation accrue du projet (22 septembre 2014)

Fiscalité des entreprises
Renforcer les activités de financement – l'économie soutient la réforme de l'impôt anticipé (17 décembre 2014)

Fiscalité des entreprises
Une réforme vitale pour la place économique suisse (28 janvier 2015)

Énergie et environnement, fiscalité
economiesuisse recommande de voter 2 x non (16 février 2015)

Fiscalité
Entreprises familiales suisses en danger (25 février 2015)

Taxation de l'énergie, fiscalité
Des incitations ciblées à la place de subventions inefficaces (13 mars 2015)

Fiscalité des entreprises, fiscalité
Grandes lignes de l'imposition des entreprises III: soutien avec des réserves (2 avril 2015)

Fiscalité des entreprises
Réforme de l'imposition des entreprises III : la balle est dans le camp du monde politique (5 juin 2015)

Fiscalité internationale
Un standard mondial pour l'EAR: la Suisse doit pouvoir s'engager à armes égales (5 juin 2015)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Fiscalité
Entreprises familiales suisses en danger (26 février 2015)

MANIFESTATIONS

Manifestation sur la réforme de l'imposition des entreprises III destinée aux membres (5 novembre 2014)

Réforme de l'imposition des entreprises III : échange avec les directeurs cantonaux des finances, Berne (21 novembre 2014)

Activités de juillet 2014 à juin 2015

FINANCES ET FISCALITÉ

CONSULTATIONS

TVA
Révision partielle de la TVA – mise en œuvre de la motion CER-N 13.3362 (24 septembre 2014)

Questions fiscales internationales
Audition sur la conclusion d'un protocole modifiant la convention entre la Suisse et l'Italie en vue d'éviter la double imposition et de régler certaines questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (25 janvier 2015)

Fiscalité des entreprises
Loi sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III) (27 janvier 2015)

Questions fiscales internationales
Loi fédérale sur l'application unilatérale de l'échange de renseignements selon la norme de l'OCDE (LERN) (4 février 2015)

Fiscalité, fiscalité des entreprises
Impôt anticipé: clarification de la pratique en lien avec la procédure de déclaration (5 mars 2015)

Fiscalité
Loi fédérale sur l'application des principes du débiteur et de l'agent payeur à l'impôt anticipé (31 mars 2015)

TVA
Audition sur la révision partielle de la loi sur la TVA – 15.025 (9 avril 2015)

Questions fiscales internationales
(1) Convention de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (2) approbation du MCAA et loi sur l'échange automatique de renseignements (20 avril 2015)

Énergie, fiscalité
Disposition constitutionnelle concernant un système incitatif en matière climatique et énergétique (12 juin 2015)

Fiscalité, fiscalité des entreprises
Audition de la CER-E: loi sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III) (17 juin 2015)

ECONOMIESUISSE INTERNE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

economiesuisse accueille un nouveau membre et élit de nouvelles personnes au Comité (29 août 2014)

Michael Wiesner devient le nouveau responsable de la communication (7 janvier 2015)

MANIFESTATIONS

Journée de l'économie « L'avenir de la mobilité » (29 août 2014)

Conférence des directeurs d'association et des chefs d'entreprise (29 avril 2015)

Social Media Hub de l'économie (26 mai 2015)

PERLES DE NOTRE ÉCONOMIE

Axa Winterthur
La conciliation travail-famille taillée sur mesure (10 février 2015)

Jucker Farm
Quand un arboriculteur se fait entrepreneur (9 mars 2015)

Forster Rohner SA
Et la lumière fut ? (17 avril 2015)

Apprentissages dans l'industrie en Suisse
Un centre de formation qui investit dans l'avenir (11 mai 2015)

SOURCES

Les chiffres et faits contenus dans la présente publication proviennent des institutions suivantes:

– Assurance vieillesse et survivants (AVS)
– Office fédéral de la communication (OFCOM), 2013
– Office fédéral de la statistique (OFS), 2012
– Office fédéral de l'environnement (OFEV)
– Business Insider, 2014
– OCDE, 2011, 2014
– Startups.ch SA
– UBS, 2012
– Forum économique mondial (WEF) 2014–2015

Cette publication paraît en allemand et en français.

Composition et réalisation: Wirz Corporate AG, Zurich
Photographie: Hans Schürmann, Zurich
Impression: DAZ Druckerei Albisrieden, Zurich
Responsable de projet: Karin Mateu, economiesuisse

Édition: Août 2015

© economiesuisse, 2015

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3000 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

economiesuisse.ch